

# Les services de santé du Québec sont malades



**MARIE-CLAUDE LORTIE**

Le réseau de santé du Québec souffre : les « usagers » subissent cette situation, les gens qui oeuvrent dans le réseau s'en découragent. Mais tout ce monde est d'accord pour affirmer qu'il existe des moyens d'extirper les services de santé québécois de cette triste situation. Et à quelques nuances près, travailleurs, administrateurs et malades sont même d'accord sur les solutions à apporter.

la surcharge de travail du personnel hospitalier.

Selon la présidente de la FAS, la présence d'un trop grand nombre d'employés occasionnels et certaines autres conditions de travail problématiques — comme la mauvaise planification du travail — démotivent le personnel et réduisent donc la qualité des services offerts.

M. Nadeau, de l'AHQ, croit quant à lui que le manque d'accessibilité au réseau est l'accroc le plus grave à la qualité des soins. « Les listes d'attente, par exemple, c'est sûr que cela peut être dangereux pour les gens qui ont des maladies graves, explique-t-il. Si on continue dans ce sens là, la qualité des services va être de plus en plus touchée ».

Ces conclusions sont ressorties d'une table ronde organisée par *La Presse*, la semaine dernière, où des représentants des travailleurs, des administrateurs et des « usagers » du réseau de centres hospitaliers du Québec ont été invités à commenter ce fameux refrain : urgences congestionnées, lits dans les couloirs, surabondance d'employés occasionnels et surcharge de travail, coupures budgétaires, lits qui ferment à la douzaine, traitements reportés, listes d'attente.

Est-ce de la médecine de guerre ou une situation grave magnifiée par un certain sensationnalisme médiatique? Y a-t-il espoir, guérison probable? leur a-t-on demandé.

Michèle Lamquin-Éthier, directeur général du Comité provincial des malades (CPM) et Roger Amyot, membre du CPM se sont joints à Jacques Nadeau, vice-président de l'Association des hôpitaux du Québec (AHQ), Claude Desjardins, directeur général de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont ainsi que Catherine Loumède, présidente de la Fédération des affaires sociales de la CSN et Claudette Sauvé, présidente du syndicat des travailleurs et travailleuses du centre hospitalier de Verdun, pour répondre à ces questions. Pierre Vennat, éditeur, agissait à titre de modérateur.

Loin de vouloir servir de préludes aux imminentes négociations dans le secteur public ou encore de séance de gargarisme sur les vertus du rapport Rochon, cette discussion voulait éclairer les lecteurs de *La Presse* sur la vie quotidienne dans les hôpitaux québécois.

### Rare unanimité

Tous les participants se sont entendus sur la très mauvaise santé du réseau hospitalier au Québec, mais tous se sont aussi entendus sur la possibilité de guérir le système de ses maux.

Presque à l'unisson, ils ont aussi affirmé que rares étaient les occasions où la vie d'un patient était mise en danger à cause des problèmes des centres hospitaliers.

Mais tous constatent aussi que les malades sont en droit d'exiger plus que ce que le réseau leur offre actuellement.

« Non, la situation n'est pas dramatique, elle s'est même beaucoup améliorée depuis trois ans, mais les bénéficiaires ne reçoivent certainement pas les services auxquels ils ont droit de s'attendre. Il ne s'agit pas seulement de faire des piqûres et des prises de sang, mais aussi de parler, d'expliquer les soins, par exemple », lance Mme Loumède à propos de

M. Nadeau croit d'ailleurs que la qualité des soins offerts aux malades doit redevenir la motivation commune de tous les gens oeuvrant dans les hôpitaux. « On a trop longtemps été préoccupés par des questions de stabilité d'emploi, de gestion, d'équilibre budgétaire, il faut se recentrer sur la qualité des soins », explique-t-il.

### Personnel très occupé

D'après M. Amyot, un habitué des centres hospitaliers pour soins prolongés, la qualité des services n'est pas dramatiquement influencée par les différents problèmes qui touchent les hôpitaux. « Le personnel a surtout l'air très très occupé, il est gentil mais on peut voir qu'il est trop occupé, qu'il n'a pas grand répit », confie le représentant des malades.

Selon Mme Lamquin-Éthier par ailleurs, la qualité de vie des malades, dans les hôpitaux, laisse grandement à désirer.

Ainsi, explique-t-elle, le CMQ a reçu et traité plus de 150 plaintes. Les malades ont des doléances pour des problèmes aussi divers que des repas servis froids, des taches de sang sur les sonnettes d'appel ou le raccourcissement de la durée du bain, le manque d'aide pour les malades qui veulent prendre des marches.

« On a même eu une plainte d'un patient qui a été frappé par un auxiliaire, déclare Mme Lamquin-Éthier, les craintes des patients sont justifiées parce qu'elles sont réelles. » Mais M. Amyot croit que les problèmes de cette gravité sont des exceptions.

Selon M. Claude Desjardins, directeur d'un hôpital, la qualité des soins dans les hôpitaux est sérieusement touchée par les déficiences des équipements médicaux de tous genres, et la situation est à la limite du tolérable.

« Il y a sept, huit ans, quand il a fallu faire d'importantes coupures budgétaires, ce sont les investissements dans les équipements qui ont été touchés en premier. Ça n'a pas paru durant les premières années mais aujourd'hui, on s'en rend compte et ça va peut-être s'aggraver. Si les édifices se détériorent et que les équipements deviennent désuets, la, dans certains cas, ça peut devenir dangereux », explique-t-il.

Mais M. Desjardins croit fermement aussi que le personnel des hôpitaux est fondamentalement capable de composer de main de maître avec des conditions de travail difficiles : « Même quand il y avait des lits dans le couloir, le personnel était là pour s'occuper des malades. Allez à l'hôpital, vous allez recevoir de très bons soins », lance-t-il, confiant.



Toujours le même refrain : urgences congestionnées, lits dans les couloirs. La maladie est chronique.

PHOTO ARMAND TROTTIER, *La Presse*

## Le problème le plus urgent : les services d'urgence

À l'urgence de l'hôpital Sacré-Coeur, quand il n'y a plus assez de place dans les chambres, on installe des lits dans des couloirs morcelés par des paravents, histoire de donner un semblant d'intimité aux malades. Les gens de l'hôpital ont surnommé cette installation, ironiquement, la « terrasse ».

Quand on demande aux malades, aux médecins et aux autres employés de l'hôpital pourquoi l'urgence déborde, ils ont mille raisons à invoquer. Toutes riment avec manque d'argent et donc de lits, d'équipement et de personnel, mais aussi avec trop plein de malades — surtout des personnes âgées — et présence de plusieurs personnes qui ne devraient pas là. Les participants de la table ronde ont été unanimes sur l'existence d'un très grave problème dans les salles d'urgence. Mais M. Desjardins a tenu à faire remarquer qu'il n'y avait plus de malades dans les couloirs à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont, que c'était chose du passé.

Tous se sont aussi entendus sur la présence d'un sérieux problème dans les habitudes d'utilisation du réseau de santé québécois. Selon eux, la présence injustifiée de nombreuses personnes dans les salles d'urgence est l'un des symptômes les plus frappants de ce problème.

Selon M. Desjardins, 70 p. cent des gens qui se rendent à l'urgence « n'ont pas d'affaire là ». Nombre de personnes âgées y vont pour trouver quelqu'un qui prendra soin d'eux, pour trouver une certaine sécurité, explique Mme Sauvé. Il y en a aussi beaucoup d'« usagers » qui vont à l'urgence parce que l'hôpital incarne la médecine « sérieuse », que les gens sentent que tous les soins ad-

quats y seront prodigués de façon plus professionnelle qu'ailleurs, ajoute Mme Loumède.

Par ailleurs, où aller à part l'urgence d'un hôpital pour quelques points de suture ou une grosse fièvre la veille du jour de l'an, ou à 4 heures du matin? demande Mme Ethier.

Des solutions à ces problèmes? Tous les participants répondent que les cliniques et les CLSC devraient être améliorés afin que des services de 24 heures soient offerts sept jours sur sept, ailleurs qu'à l'urgence des hôpitaux. Mme Loumède de la FAS, serait même prête à envisager l'établissement de certaines normes horaires pour les cliniques.

Mais la gamme de services offerts dans ces cabinets privés devrait aussi être élargie, explique Mme Loumède. Cela est nécessaire, croit-elle, parce que présentement, bon nombre de patients qui se présentent en clinique finissent par devoir aller à l'hôpital car un soin ou un service particulier n'est pas offert à la clinique — radiographie, tests variés, points de suture par exemple.

La porte-parole du CMQ voudrait aussi que les services de soins à domicile soient nettement améliorés, pour aider les personnes âgées surtout. Mme Sauvé, du syndicat des employés de l'hôpital de Verdun, croit aussi que cette solution aiderait énormément à réduire la fréquentation des salles d'urgence parce que beaucoup de personnes âgées s'y rendent pour les mauvaises raisons, ne serait-ce que pour s'y faire dorloter, explique-t-elle.

Mais, continuent les participants, le manque de lits dans les salles d'urgence est aussi attribuable à l'occupation de nombreux

lits d'hôpitaux par des malades ayant besoin de « soins prolongés ». L'amélioration des technologies médicales, le vieillissement de la population ont alourdi considérablement la clientèle des institutions hospitalières, explique M. Desjardins et la réponse à cet alourdissement n'a pas été planifiée.

Au Québec, de nombreuses institutions spécialisées accueillent déjà les malades requérant des soins prolongés, mais elles ne répondent pas complètement à la demande. Les centres d'accueil ne suffisent pas non plus, ajoute-t-il.

Si bien que nombre de malades chroniques, sérieux ou légers, restent dans les hôpitaux, où ils occupent en moyenne 25 p. cent des lits, affirme le directeur du centre hospitalier Rosemont-Maisonneuve. Selon lui, la réduction de ce nombre par 5 p. cent suffirait à décongestionner les salles d'urgence des hôpitaux. Mais où mettre ces malades?

Le CMQ propose d'installer des unités de soins prolongés dans les centres d'accueil. Mais Mme Loumède nourrit des craintes. « C'est une proposition qu'il faudra étudier pour s'assurer que la présence de malades dans les centres d'accueil n'y diminue pas la qualité de vie », explique-t-elle.

M. Amyot, un habitué des centres d'accueil, comprend très bien les réticences de Mme Loumède à propos de cette solution.

Les membres du panel ont aussi expliqué presque en coeur qu'il était très important d'informer la population sur les services offerts par le réseau des services de santé québécois, afin que les malades soient aiguillés efficacement.

M. Nadeau affirme qu'il est important d'investir des fonds im-



**Catherine Loumède, présidente de la Fédération des affaires sociales de la CSN**



**Claudette Sauvé, présidente du syndicat des travailleurs et travailleuses du centre hospitalier de Verdun**

portants dans de tels services d'information. Mme Lamquin-Éthier opine en ce sens elle aussi.

Le CMQ propose d'ailleurs que le ministère de la Santé et des services sociaux fasse plus de publicité en tenant compte des besoins des analphabètes. « Il ne faudrait pas publier des guides de 600 pages », a finalement lancé Mme Lamquin-Éthier, commentaire que M. Amyot a tout de suite approuvé.



**Michèle Lamquin-Éthier, directeur général du Comité provincial des malades (CPM)**



**Roger Amyot, membre du CPM**



**Claude Desjardins, directeur général de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont**



**Jacques Nadeau, vice-président de l'Association des hôpitaux du Québec (AHQ)**

## Une bonne injection de fonds, et une thérapie administrative

Les employés sont démotivés, les malades sont exaspérés, même les cadres sont déprimés, expliquent les participants de la table ronde. La cure de ce malaise? De bonnes injections de billets verts, évidemment, pour redorer les hôpitaux, achat du nouvel équipement, augmentation du nombre de lits, répondent-ils.

Mais, ajoutent-ils, le système de santé devrait aussi subir une importante thérapie administrative : une réorganisation fondamentale basée sur la concertation, sur un dialogue entre toutes les parties concernées.

Un dialogue pour élaborer des solutions, mais aussi un dialogue constant, imbriqué dans le fonctionnement quotidien de l'hôpital.

Bref, les gens qui évoluent dans le système de santé du Québec trouvent qu'ils

n'ont pas assez d'argent mais aussi qu'ils ne se parlent pas assez.

Du côté budgétaire, selon Mme Loumède, même si les contribuables étaient prêts à payer davantage pour avoir de meilleurs services, l'augmentation des taxes n'est pas la seule issue. L'argent est déjà entre les mains des gouvernements, soutient-elle. Ce qui manque, c'est la volonté politique de choisir de le dépenser dans le système de santé.

M. Desjardins croit, quant à lui, qu'il est possible de demander plus d'argent aux gouvernements qui n'ont qu'à faire les choix adéquats, mais qu'il faudrait aussi demander aux « usagers » de participer financièrement aux services de santé. Il faut, selon lui, trouver des mécanismes — tels les crédits d'impôt par exemple — qui continuent d'assurer l'universalité de l'accès aux soins.

Côté gestion des entreprises de santé, selon la présidente de la FAS, les solutions aux problèmes du réseau passent irremédiablement par l'amélioration de la qualité des conditions de travail des employés : des meilleures relations de travail avec l'employeur, entre autres, plus de communications, plus d'information.

Mme Loumède croit en effet que la participation des employés à la prise de décision dans les hôpitaux est essentielle. Elle explique que les travailleurs de la santé ne supportent plus de devoir accomplir des tâches sans en savoir le « pourquoi », la logique. Elle s'étonne de voir M. Desjardins, directeur général de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont expliquer qu'il a rencontré la présidente du syndicat de son hôpital pour lui donner des informations sur les orientations de l'administration dans certains dossiers.

M. Desjardins admet qu'il n'aurait pas agi de telle façon il y a cinq ans... Mmes Loumède et Sauvé n'hésitent pas à lui rappeler certains événements survenus lors de négociations avec le syndicat dans un passé moyennement lointain... « Les boss et les syndiqués ont changé », rétorque M. Desjardins. Les gens du panel rient tous ensemble.

Jacques Nadeau croit aussi fermement que l'amélioration de la qualité de travail dans les hôpitaux doit absolument passer par une ouverture du dialogue entre employeurs et employés. Mais selon lui, ce dialogue doit avoir lieu dans chaque centre hospitalier, de façon complètement décentralisée, et non lors des négociations de convention collective à la grandeur du Québec. Mme Loumède, au contraire, croit que les analyses globales

sont essentielles pour orienter la réforme du système.

Les malades eux aussi ont leur mot à dire dans la gestion de l'hôpital, explique Mme Lamquin-Éthier sous le regard approbateur de Mme Loumède : « Il faut impliquer les malades au niveau des décisions pour ne plus construire les hôpitaux avant de se rendre compte que les chaises roulantes ne passent pas dans le cadre des portes », explique la porte-parole du CMQ.

Et les médecins, il faudrait aussi qu'ils participent, ajoutent ces deux femmes, parce que, selon elles, ils abusent à leur façon du système. M. Desjardins est d'accord : « Il est vrai que tant que les médecins ne seront pas impliqués dans la gestion des hôpitaux, ils n'auront pas de comptes à rendre ».

# Éditorial

Paul Desmarais  
président du conseil  
d'administration

Roger D. Landry  
président et éditeur

Claude Masson  
éditeur adjoint

Marcel Desjardins  
directeur de l'information

Alain Dubuc  
éditorialiste en chef

## Le sondage CROP-La Presse sur la langue

C'est évident et persistant à la fois: lorsqu'il parle de l'avenir linguistique du Québec, le gouvernement Bourassa n'a pas la crédibilité voulue auprès de l'opinion publique. Il est perçu comme un gouvernement de gestionnaires, d'administrateurs, qui se sent à l'aise en finances et en affaires mais qui est hésitant et malhabile quand il est question de culture.



Robert Bourassa, nationaliste de coeur, qui veut défendre et protéger sincèrement la sécurité culturelle des Québécois francophones, ne réussit pas à faire passer ses convictions auprès de l'électorat. La langue, ça appartient au Parti québécois. Les citoyens croient le PQ qui se fait rassurant auprès de la majorité francophone, mais ils ne lui font pas confiance par crainte de la souveraineté ou de l'indépendance sans le nom.

C'est malheureusement mais carrément la faute du gouvernement — à l'exception de l'imprévisible incendie d'Alliance Québec et de ses conséquences qui alimentent la tension — si l'adoption de la loi 178 continue de susciter tant de mécontentement, comme le démontre le sondage CROP-La Presse publié aujourd'hui.

Sur le fond, pourtant, six Québécois sur dix (61 p. cent) reconnaissent que le gouvernement était justifié de restreindre le droit d'afficher en anglais ou dans une autre langue pour

assurer la protection du français au Québec. Cette proportion atteint même 69 p. cent chez les francophones.

Les Québécois, dans une proportion étonnante, voulaient que le gouvernement agisse. Mais les tâtonnements, les hésitations, les tergiversations, les contradictions multiples des ministres durant le débat et après l'adoption de la loi, sur les directives, les règlements, les enclaves linguistiques, les exceptions, créent une grande incertitude dans la majorité silencieuse.

Conséquence directe et à fleur de peau: 58 p. cent des Québécois croient que la nouvelle loi sur l'affichage est un recul, alors que seulement 22 p. cent y voient un progrès pour l'amélioration du français; près de la moitié des Québécois pensent que les relations entre les deux principales communautés linguistiques vont se détériorer et 59 p. cent croient que la nouvelle loi risque de compromettre la paix sociale au Québec.

Il y a une sorte de contradiction entre les opinions exprimées: le gouvernement a bien fait d'agir, d'une part, mais sa loi est mauvaise, d'autre part.

MM. Robert Bourassa, Gilles Rémillard et surtout Guy Rivard, ministre responsable de la langue, ont mal fait leur travail de «vente».

La loi 178, déposée au lendemain du jugement de la Cour suprême, est un bon compromis. Il fallait faire quelque chose à la suite de la décision du plus haut tribunal du pays. La nouvelle

loi ne modifie que partiellement la loi 101 qui, elle, n'était pas respectée dans l'affichage. Dorénavant, tous les commerces seront obligés d'afficher uniquement en français à l'extérieur. Ceux qui le désirent pourront afficher dans une deuxième langue à l'intérieur de leurs commerces. C'était déjà permis dans 67 p. cent des commerces au Québec avec la loi 101. Au moins 25 p. cent des autres commerces transgressaient la loi. Le gouvernement Bourassa — le premier ministre en tête —, au lieu de raffermir la sécurité des francophones, a semé le doute, l'insécurité dans la population. S'il avait agi avec fermeté, dans un esprit de décision, la réaction publique aurait été tout autre.

Sauf pour les extrémistes ou les partis ou mouvements intéressés, les citoyens québécois ne voulaient plus de guerre ouverte sur le problème de la langue. Le temps est à l'économie, aux affaires, au bien-être des gens, à la consommation, à la paix sociale. Mais le gouvernement s'est mis dans le trouble. Comment va-t-il maintenant s'en sortir? Son talon d'Achille était la langue: il s'est mis les deux pieds dans les plats. Réussira-t-il à s'en sortir ou, au contraire, donnera-t-il au PQ l'arme tant désirée qu'il souhaitait pour faire une lutte électorale plus équilibrée, au printemps ou à l'automne?

Robert Bourassa, qui a gouverné sans opposition depuis trois ans, devrait commencer à s'inquiéter. La politique, c'est de six mois en six mois. Le vent change vite de côté.

Claude MASSON

## Le Rambo des taux d'intérêt

Encore une fois, les taux d'intérêt ont grimpé jeudi, comme ils le font à chaque semaine. Résultat: d'une hausse à l'autre, les emprunteurs paient un point de pourcentage de plus qu'il y a un an, deux points de plus qu'il y a deux ans.

Cette progression, si l'on se fie au discours officiel, s'explique par la «montée de l'inflation» que la Banque du Canada doit absolument juguler. Son outil, c'est une hausse des taux d'intérêt qui, en ralentissant l'économie, ralentit aussi les prix.



Sur papier, c'est très beau. Mais, la semaine dernière, nous apprenions que le taux d'inflation n'avait été que de 4,1 p. cent en 1988. Moins qu'en 1987, pas plus qu'en 1986, moins qu'en 1985. Le citoyen curieux se demande donc, à juste titre, en quoi une baisse du taux d'inflation peut constituer un bond inflationniste.

La question n'a rien de rhétorique puisque la politique monétaire que nous subissons fait que bien des propriétaires paieront \$ 100 ou \$ 150 de plus pour leur hypothèque que l'an dernier. C'est cette politique monétaire restrictive qui représente également la seule menace qui pèse sur notre économie. Tous les spécialistes disent que la différence entre une année prospère en 1989 et un ralentissement, moins créateur d'emplois et de richesses, est justement l'ampleur et la durée de la montée des taux.

Peut-être ce mystère économique s'explique-t-il par le fait que les données de Statistique Canada sur l'inflation masqueraient des éléments peu visibles au premier coup d'oeil, des «signaux» particulièrement significatifs. Pas vraiment. Depuis juillet, l'inflation annuelle, d'un mois à l'autre, a tendance à baisser. C'est difficilement explosif. Si on regarde les secteurs de consommation, on découvre que les produits les plus touchés sont le tabac et l'alcool... à cause des taxes. A un tel point que si les hausses de taxes sur ces produits avaient été raisonnables, le rythme d'inflation n'aurait pas été de 4,1 p. cent en 1988, mais de 3,9. Enfin, la région où l'on parle de surchauffe, Toronto, affiche un taux d'inflation de 5,1 p. cent, essentiellement à cause du logement et des meubles. Doit-on vraiment ralentir l'économie d'un pays pour régler les problèmes immobiliers d'une ville?

C'est pourtant ce que fait le responsable de notre politique monétaire, M. John Crow, gouverneur de la Banque du Canada, pour qui la menace inflationniste est réelle. M. Crow ne fait pas de grands efforts pour expliquer en quoi cette menace est sérieuse, parce qu'un gouverneur n'a pas à s'expliquer au peuple. De par sa fonction, il est au-dessus de la mêlée, indépendant du pouvoir politique et discret. De par son caractère, il est carrément cachottier, sinon méprisant: M. Crow préfère se tenir le plus loin possible des Canadiens qu'il doit servir mais qui ne comprennent rien. Et son patron, Michael Wilson, n'est pas plus bavard.

On peut pourtant se poser des questions sur sa démarche. D'abord parce qu'on y sent des automatismes: la cassette. La théorie économique dit qu'après plusieurs années de croissance, il y a surchauffe: qu'elle soit là ou non. Ensuite, on découvre dans la politique monétaire une bonne dose de symbolisme. On lutte contre l'inflation non pas parce qu'elle est vraiment là, mais parce qu'on veut montrer que, si elle arrivait, on serait intraitable. Ça plaît beaucoup aux milieux financiers, très craintifs de l'inflation, qui préfèrent un Rambo qui tirera d'abord et posera les questions ensuite. Au cas où. Le symbole coûte \$ 150 par mois aux propriétaires.

Pourtant, ce comportement, si prévisible, n'est pas obligatoire. Alan Greenspan, président de la Federal Reserve Board, l'homologue américain de M. Crow, ou plutôt son grand frère, n'utilise pas les mêmes cassettes usées. D'abord, il ne craint pas de s'expliquer en public sur ses politiques, et ensuite, il critique les prophètes de malheur qui voient de l'inflation partout.

Et que dit M. Crow de tout cela? Dans une rencontre qu'il a eue cette semaine avec des économistes à Toronto, il a tout simplement expliqué que la Banque du Canada a une politique de taux d'intérêt bas. Comprenez qui peut.

Alain DUBUC

## ...C'EST PARTI!



## Quand les médias se font les agents de diffamateurs anonymes

MARCEL ADAM

La conduite inqualifiable des policiers responsables des fuites faisant du président d'Alliance Québec le principal suspect dans l'incendie qui a ravagé le siège social de l'organisme qu'il préside, a été fustigée de toutes parts comme il se devait.



Il est absolument inacceptable qu'une société démocratique tolère que la police se comporte comme dans les Etats policiers où, à défaut de preuves incriminantes, elle s'arrange pour discréditer sournoisement et faire mettre au ban de la société des citoyens présumés innocents qui sont l'objet de ses soupçons non fondés, quand ce n'est de ses rancunes ou d'un parti pris, politique.

Parce que dans une société de droit comme la nôtre tout citoyen jouit de la présomption d'innocence jusqu'à preuve du contraire, la loi aussi bien que le code de discipline et les règles déontologiques des policiers exigent la plus stricte confidentialité sur les données recueillies à l'occasion d'une enquête sur un méfait public ou privé.

Lorsque celle-ci parvient à établir une preuve, elle porte des accusations en bonne et due forme et la personne accusée peut se défendre devant le tribunal. Dans le cas contraire la police n'a d'autre choix que de classer le dossier et de gar-

der secrètes les informations qu'il contient.

Or faire couler quelques éléments choisis d'une enquête policière en panne pour faire partager au public des soupçons qui ne sont fondés sur aucune preuve, ne peut que desservir la justice en estropiant la réputation de personnes honorables incapables de se défendre contre un procédé aussi hypocrite.

Le maire de Montréal Jean Doré a dit à ce propos ce qu'il fallait dire et avec la force qui convenait.

On ne peut en dire autant, malheureusement, du procureur général Gil Rémillard, qui a émis un communiqué d'une remarquable mollesse, dans lequel il se contente de déplorer ces fuites, plutôt que rappeler sévèrement à l'ordre et à l'honneur de leur métier les délinquants.

L'attitude du ministre s'explique peut-être en partie du fait que son ministère a aussi contribué par du coulage à alimenter la rumeur publique au sujet du présumé incendiaire.

Un autre qui ne mérite pas de compliment c'est le président du Conseil de sécurité de la Communauté urbaine de Montréal et maire de Lachine Guy Descary qui, interrogé par La Presse sur cette affaire, n'a rien trouvé à redire sur la conduite de la police dans cette enquête. Mais il n'a pas raté l'occasion, encore une fois, d'établir son manque de jugement. Avec sa divagation crypto-indépendantiste qui a jeté de l'huile sur le feu, il a montré qu'il n'était pas non plus animé d'un grand sens de la responsabilité.



Royal Orr

Parce que les fuites n'auraient pas eu les conséquences que l'on sait si la presse ne les avait pas accréditées en leur accordant le traitement de nouvelles provenant d'une source responsable et clairement identifiée, le rôle des médias a été comme de raison mis en cause.

Il convient en effet de s'interroger sur leur comportement dans cette triste affaire.

Dans une société démocratique où toute l'information d'intérêt public doit en principe être accessible, il arrive souvent que les médias doivent s'en remettre à des sources anonymes pour diffuser des informations importantes que les pouvoirs gardent indument cachées.

Mais dans le cas qui nous occupe on doit se demander si l'intérêt public fait un devoir aux journalistes de se faire les diffuseurs de messages diffamatoires de serveurs publics anonymes?

Plutôt que d'insister pour que le service de la police mette fin à son mutisme et rende enfin compte au public du déroulement de l'enquête commencée il y a trois semaines, les médias colportent sans exa-

men les soupçons de policiers pesant sur certains citoyens respectés.

Si au simple plan de l'éthique les policiers n'ont pas le droit d'être indiscrets sur les résultats d'une enquête en cours, afin de ne pas causer un tort grave à des personnes innocentes, un journaliste peut-il sans déroger à l'éthique diffuser ce que ses informateurs n'avaient pas le droit de lui révéler?

Peut-il répandre une alléga-tion diffamatoire que personne ne peut prouver, au nom du droit du public à l'information?

Même s'il était possible de justifier moralement la publication des soupçons de policiers non identifiés à l'endroit de personnes présumées innocentes, la prudence devrait mettre en garde les médias contre la tentation de se faire les postillons de lettres anonymes.

Advenant que les allégations se révèlent non fondées, c'est la crédibilité des journalistes et des médias qui se sont mis au blanc qui en sortirait ébréchée. Non pas leurs informateurs secrets, qui ne courent même pas le risque d'être dénoncés par ceux qu'ils auront induits en erreur et manipulés.

La Ligue des droits et libertés a rappelé les responsables des fuites à leurs codes de discipline et d'éthique, en même temps qu'à leur devoir de respecter le droit des personnes à leur réputation.

Il conviendrait que le Conseil de presse et la Fédération professionnelle des journalistes du Québec fassent connaître ce qu'ils ont à dire aux médias à ce sujet.

## Hydro: main basse sur la cagnotte

Dans le plan de développement récemment remis au gouvernement, Hydro-Québec exprimerait son intention de demander une hausse de tarifs de 4,8 p. cent dès le mois de mai. Cette hausse, qui dépasse clairement un taux d'inflation de quatre p. cent, s'explique parce qu'Hydro veut se constituer des réserves en vue de ses futurs investissements.

Du même souffle on apprend qu'Hydro, grâce à la remontée du dollar canadien, fera de gros profits en 1988, tellement gros que son actionnaire unique, le gouvernement du Québec, a l'intention, pour la première fois depuis des années, de réclamer un substantiel dividende de \$ 300 millions.

L'équation n'a pas de sens. Si Québec a besoin d'argent, qu'il taxe. Mais pas en dessous de la table grâce à un jeu de vases communicants où le gouvernement pompe les coffres d'Hydro et Hydro pompe nos poches.

L'excédent de la hausse de tarif au delà de l'inflation rapportera à Hydro environ \$ 50 millions. Que le gouvernement réduise son dividende de \$ 50 millions. Ce sera plus logique, plus propre et plus clair.

A.D.

Opinions

1789 et les Droits de l'homme d'aujourd'hui

JACQUES DUFRESNE  
collaboration spéciale

Dans son édition du samedi 7 janvier dernier *La Presse*, par des articles de Jacques Lacoursière, René Viau et Jean Basile, nous présentait une excellente introduction aux débats que la commémoration de la Révolution française ne manquera pas de susciter partout dans le monde.

Ces débats vont jeter une lumière nouvelle sur le présent et, qui sait, peut-être pourraient-ils nous aider à voir un peu plus clair dans des questions complexes comme celles qu'a soulevées le jugement de la Cour suprême sur la langue d'affichage.

S'ils ne l'ont pas déjà fait, les leaders de l'opinion en France donneront leur interprétation de la Révolution. Il faut déjà voir un jugement de valeur dans le fait que le gouvernement français commémore les événements de 1789 exclusivement. Il désavoue ainsi la Terreur qui marqua les années 1792 à 1794.

De toutes les opinions dont j'ai pris connaissance jusqu'à ce jour, c'est celle de Claude Lévi-Strauss qui me paraît la plus intéressante. La voici: «La Révolution française a mis en circulation des idées et des valeurs qui ont fasciné l'Europe puis le monde, et qui procurèrent à la France, pendant un demi-siècle, un prestige et un rayonnement exceptionnels. On peut toutefois se demander si les catastrophes qui se sont abattues sur l'Occident n'ont pas aussi là leur origine. On a mis dans la tête des gens que la société relevait de la pensée abstraite alors qu'elle est faite d'habitudes, d'usages, et

qu'en broyant ceux-ci sous les meules de la raison, on pulvérise des genres de vie fondés sur une longue tradition, on réduit les individus à l'état d'atomes interchangeables et anonymes. La liberté véritable ne peut avoir qu'un contenu concret: elle est faite d'équilibres entre des petites appartenances, de menues solidarités: ce contre quoi les idées théoriques qu'on proclame rationnelles s'acharnent; quand elles sont parvenues à leurs fins, il ne reste plus qu'à s'entre-détruire. Nous observons aujourd'hui le résultat.»<sup>(1)</sup> Précisons que, pour un homme de l'âge de Lévi-Strauss, les crimes stalinien et hitlériens font partie de l'aujourd'hui.

Si Lévi-Strauss était un représentant de la droite traditionaliste, une telle opinion n'aurait rien d'étonnant. Il arrive qu'il est le type même de l'intellectuel de gauche. Cet anthropologue, membre de l'Académie française, est en outre considéré comme l'un des grands esprits du présent siècle. Sa pensée sur les cultures est à la fois celle d'un homme de terrain qui a connu de l'intérieur quelques-unes des dernières cultures primitives, et celle d'un penseur de grande envergure — il fut à l'origine du structuralisme — qui peut redresser des perspectives de la façon à la fois la plus convaincante et la plus inattendue.

Abstraite la Révolution française? Personne n'est plus en mesure de le comprendre que les Canadiens qui n'ont pas encore terminé leur initiation au système métrique. Adieu pied de roi! C'est le mètre qui est roi.

Les révolutionnaires ont aussi rationalisé le calendrier par décret: il y aurait désormais douze mois de trente jours, comportant chacun trois semaines de dix jours. Les cinq jours restant allaient être appelés *sansculottides* et devenir des fêtes patriotiques. Et comment résister à la tentation d'introduire

un peu de régularité mathématique dans les jours de la semaine? Ces derniers, au nombre de dix désormais s'appelleraient: *primidi, duodi, tridi*, ainsi de suite jusqu'à *decadi*.

La cathédrale Notre-Dame devint le temple de la raison. Le mot ange étant rattaché à la superstition, la ville de Coulanges allait s'appeler *Cou San-Culottes*. De nombreux leaders révolutionnaires donnèrent à leurs enfants des prénoms adaptés aux circonstances: *Fructidor, Constitution, le 10 août*.

Pour des raisons évidentes le mot *vous*, en tant que pronom singulier opposé au *tu*, fut banni de la langue française. (Ce décret ne sera vraiment appliqué que dans le Québec de la révolution tranquille.)

En matière de décrets égalitaires, il n'y eut qu'un oubli, troublant cependant: les femmes. Olympe de Gouges, la femme qui avait cru bon pousser la rationalité jusqu'à l'égalité entre les sexes, fut promptement envoyée à la guillotine.

La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen fut le décret suprême. Tous égaux devant la loi! C'est par référence à cette déclaration que les propos de Lévi-Strauss prennent tout leur sens. Défini et protégé par ses droits, et par ses rapports rationnels avec l'État, le simple citoyen devient en théorie l'égal des plus puissants, l'égal de Dieu même, mais en même temps il risque fort de devenir le rouage anonyme d'une vaste mécanique. C'est le diagnostic que porte Lévi-Strauss sur la société française d'aujourd'hui en la comparant avec celle des autres cultures qu'il a eu le loisir d'observer.

Lévi-Strauss connaît mieux que personne les faiblesses de l'Ancien Régime. Pour qu'il en vienne à préférer malgré tout ses menues solidarités et ses petites appartenances à l'organisation rationnelle

qui les a remplacées, il faut qu'il attache à la spontanéité de la vie sociale la plus grande importance.

Quelle étonnante trajectoire que celle des droits de l'homme! Forçés en Angleterre, pour défendre le droit de propriété des bourgeois contre les privilèges de la noblesse, les *human rights* devenaient en France une espèce de système métrique juridique, mais l'Angleterre n'a toujours pas de charte de droits enchâssée dans sa constitution.

Au Québec, Français et Anglais sont réunis. Les Anglais invoquent une charte à la française pour défendre ce qu'ils estiment être leurs droits linguistiques. Apparaissent les Français avaient institué une charte de la langue de même qu'une charte des droits bien à eux. Les mêmes Français, après le jugement de la Cour suprême, sont revenus à la tradition britannique, laquelle place le parlement au-dessus de toutes les lois.

Cela donne la nostalgie des petites appartenances et des menues solidarités. Mais au Québec, je l'ai compris mieux que jamais en relisant les *Insolences du frère Untel*, l'État et ses timides lois font partie des menues solidarités, compte tenu des empires environnants. Il nous faut apprendre à soutenir cet État, par-delà les partis politiques. Il est aussi orphelin aujourd'hui qu'il le fut au moment du rapatriement de la constitution.

Quant aux liens qui manquent encore entre francophones et anglophones, des projets communs — à dominante francophone mais permettant aux anglophones de s'y illustrer — devraient nous permettre de les tisser. Le 350<sup>e</sup> anniversaire de Montréal, qui coïncidera avec le 500<sup>e</sup> anniversaire de la découverte de l'Amérique est une belle occasion.

(1) *De près et de loin*, Claude Lévi-Strauss, Didier Éribon, Éditions Odile Jacob, Paris, 1988.



Lysiane Gagnon

Bizarre enquête

Dans quelle sorte de société vivons-nous? Peu à peu, sous l'effet de «fuites» et de sous-entendus, l'hypothèse la moins plausible — soit que Royal Orr aurait lui-même mis le feu aux bureaux d'Alliance Québec — est devenue l'hypothèse principale.

Sur la foi de soupçons purement circonstanciels, M. Orr est devenu, dans une certaine opinion publique qui ne demandait qu'à croire à cette théorie, le «suspect numéro un». Quoiqu'il arrive, il aura été atteint dans sa réputation et dans ses droits les plus fondamentaux.

Plusieurs personnes en autorité ont contribué à façonner cet épisode honteux de notre saga linguistique. Au moins un officier de la CUM a lancé des rumeurs sous le couvert de l'anonymat; le responsable politique de la police montréalaise, le maire Descary, président du Conseil de sécurité de la CUM, a émis des commentaires inqualifiables qui auraient normalement dû pousser ses collègues de la CUM à réclamer son départ immédiat d'un poste aussi stratégique; un haut-fonctionnaire du ministère du Solliciteur-général, dont les liens avec la Sûreté du Québec sont connus, a trahi son devoir de réserve en lançant des bribes d'information lourdement biaisées; le chef Bourget a lui-même laissé planer des soupçons par des déclarations fort ambiguës.

Même le ministre de la Justice, M. Rémillard, n'a pas eu la décence élémentaire de condamner cette opération qui allait contre le fondement même de notre Droit qui dit qu'on n'accuse pas quelqu'un sans preuve. M. Rémillard, pourtant juriste, s'est contenté de «déplorer» l'affaire.

Heureusement, le maire Doré, sortant du mutisme où il s'était trop longtemps enfoncé, a dénoncé vigoureusement cette «atteinte aux droits des personnes et des organismes mis en cause». Survenant à ce moment, dans ce lourd climat où quelques-uns commençaient à se demander si nous étions en train de glisser sous le régime d'une police politique, l'intervention du maire de Montréal était plus qu'opportune. Elle était nécessaire et vitale, elle a permis aux démocrates de respirer et fait entendre la voix de la justice la plus élémentaire.

\*\*\*

Quelle sorte de police avons-nous? Après avoir reçu maintes menaces, l'organisme qui est au cœur d'une vive controverse linguistique voit ses locaux incendiés, et le bon sens indique qu'il y a probablement une cause criminelle, mais les policiers traitent cela comme une affaire de routine, et reportent l'enquête de plusieurs jours... sans même voir à ce que les locaux incendiés soient barricadés et sous surveillance.

Il y a d'autres faits troublants. La Sûreté du Québec avait installé une caméra vidéo rue Crescent, devant l'entrée principale de l'édifice qui abrite, à l'angle de la rue Ste-Catherine, plusieurs bureaux et commerces. À ce qu'on sache, l'essentiel des soupçons qui ont pesé ou pèsent sur M. Orr viennent de cette bande vidéo où on le voit quitter l'édifice une heure et demie avant que l'incendie ne se déclare. Ce détail, Orr n'en a d'ailleurs jamais fait mystère. Il en avait fait part aux policiers bien avant de savoir qu'il avait été filmé.

Or, jeudi soir, on apprend au télé-journal de Quatre-Saisons qu'il est non seulement possible, mais facile, d'entrer dans l'édifice par d'autres voies que l'entrée principale — la seule à se trouver dans le champ de la caméra de la Sûreté.

Comme l'a montré le reportage télévisé de TQS, on peut tout bonnement entrer, rue Ste-Catherine, au café-croisannerie qui fait l'angle de l'édifice, descendre aux toilettes qui sont au sous-sol, et de là, emprunter un couloir qui mène aux ascenseurs centraux, puis se rendre tranquillement au 6<sup>e</sup> étage, aux locaux d'Alliance Québec. La porte qui donne sur ce couloir est au pied de l'escalier intérieur de la croisannerie, juste à côté des toilettes des hommes, et n'est pas toujours verrouillée puisque l'équipe de TQS, ni vue ni connue, a emprunté ce passage dont la porte n'était pas fermée à clé. (De toute façon, la même personne qui est entrée apparemment sans effraction dans les locaux d'Alliance Québec aurait pu utiliser une clé, un passe-partout ou quelque autre truc de cambrioleur pour ouvrir cette porte du sous-sol. Elle aurait également pu quitter l'édifice par cette voie, ou encore par l'escalier de sécurité qui donne à l'arrière et qui, à ce qu'on sache, n'a pas été sous la surveillance de la SQ.)

Il y a ici des failles extraordinaires. Pourquoi la SQ n'a-t-elle pas installé de caméra devant les entrées de la rue Ste-Catherine? Ou alors, pourquoi la police de la CUM semble-t-elle avoir accordé tant d'importance à une bande vidéo qui ne couvrirait pas toutes les possibilités? L'existence du passage souterrain était en effet facile à découvrir. Il suffisait d'interroger les commerçants. Mais justement, le propriétaire de la Croisannerie a déclaré jeudi n'avoir jamais été interrogé par la police de la CUM.

Incrovable mais vrai: les commerçants qui logent dans l'édifice où s'est produit l'incendie ne semblent pas avoir été interrogés. Chez Vasco, l'un des trois commerces avec entrée rue Ste-Catherine, le patron m'a dit qu'il avait lui aussi, au sous-sol de son commerce, une entrée donnant sur le passage dont il était question à TQS, et qu'il peut facilement, de même que les autres commerçants logés au rez-de-chaussée, se rendre par l'intérieur jusqu'à l'autre partie de l'édifice. Lui non plus n'a pas été interrogé par les policiers.

Rappelons qu'une semaine après l'incendie, notre collègue André Noël avait interviewé d'autres locataires de l'édifice, et découvert qu'aucun n'avait été interrogé par la police — même pas l'employée d'une agence de rencontres située au même étage qu'Alliance Québec, qui avait alerté le service des incendies!

Quelle bizarre façon de mener (ou plutôt de ne pas mener) une enquête! L'interrogatoire des «voisins» ne fait-il pas partie de la routine de toute enquête policière?

\*\*\*

Cette semaine, sur les «lignes ouvertes», M. Orr était déjà jugé et condamné par nombre d'auditeurs. D'autres ravages ont été faits. Le système policier et judiciaire est en train de perdre sa crédibilité aux yeux d'un grand nombre de gens, car certains garderont l'impression, à tort ou à raison, qu'en l'absence de véritable suspect et de preuves sérieuses, ou peut-être pour masquer une enquête mal menée, certains ont voulu trouver un coupable à tout prix... et qu'ils ont désigné, comme bouc émissaire, celui qui faisait leur affaire pour des raisons politiques. C'est certainement, en tout cas, l'impression laissée par les déclarations du maire Descary.

Dans l'une de ses déclarations à l'emporte-pièce, ce dernier a dit que l'affaire divisait les francophones et les anglophones. Non, Monsieur. Dans cette affaire, il n'y a qu'une ligne de démarcation, et elle n'a rien à voir avec la langue, c'est la ligne qui sépare les démocrates des autres.

El Norte

FRANCINE PELLETIER  
collaboration spéciale

C'est un jeune Hondurien qui a été, en fait, la première victime de la nouvelle loi canadienne sur l'immigration. L'affaire n'a pas fait beaucoup de bruit mais, le 10 janvier dernier, Gioby Maldonara Achillera (qui venait tout juste d'avoir 18 ans) s'est vu refuser le statut de réfugié au Canada. Il a donc été remis entre les mains de l'immigration américaine qui s'apprête à l'extrader dans son pays. Raison invoquée: Gioby Achillera ne court aucun danger au Honduras.



Pourtant, avant d'échouer au poste frontière canadien de Blackpool, Gioby Achillera a parcouru les deux tiers du continent. Tout une odyssée pour un adolescent! Juste avant Noël, Gioby a fait comme des milliers de Centro-Américains avant lui: il a traversé la frontière mexicaine-américaine à pied. L'histoire ne dit pas s'il a longtemps rampé dans les égouts pour y arriver ou s'il a coupé les barbelés; s'il a mangé des rats ou rien du tout. Ou combien il a dû payer pour accéder, enfin, à la terre promise: *el Norte*. Mais on sait qu'il y est parvenu. Et s'il y est parvenu, c'est qu'il était — malgré son air angélique — désespéré. On n'entreprend pas une pareille aventure pour le plaisir d'avoir, au bout du compte, des toilettes qui *flushent* et un télécouleur. On l'entreprend parce qu'on se sent acculé au mur. Cheremond Gerda, l'Haïtienne de 44 ans qui s'est suicidée cette semaine dans le métro, en est bien la preuve. Cette femme, menacée d'expulsion elle aussi, trouvait insupportable l'idée de retourner dans son pays.

Tout se passe comme si nos nouvelles autorités en matière d'immigration avaient une bien petite idée de la situation que vivent nos demandeurs de statut de réfugié. Un «pays sans danger» le Honduras? Mais voyons donc.

D'abord, le Honduras n'est pas un pays à l'heure actuelle, c'est un terminus. Du prototype de la république de bananes qu'il était jusqu'en 1972, le Honduras est devenu — à cause de l'intervention américaine dans la région — un grand trait d'union entre le Nicaragua et le Salvador, un immense parking pour militaires, une agglomération de camps de réfugiés et un pont aérien pour le tra-



fic de drogues. Et puis, le Honduras demeure, après Haiti et la Bolivie, le pays le plus pauvre d'Amérique latine. Bref, ce n'est pas un cadeau à faire à personne, le Honduras.

Évidemment, il n'y a pas de guerre civile «ouverte» au Honduras comme il y en a au Salvador, au Nicaragua et au Guatemala — il aurait pu certainement y en avoir, mais l'opposition de gauche a été systématiquement éliminée entre 1981 et 1984. C'est ce qui permet aux États-Unis de dire, et au Canada de renchérir, que le Honduras est un pays «démocratique». Mais la réalité est tout autre.

Cent vingt-neuf assassinats, 787 cas de détention abusive, 56 cas de torture, seulement pour les six premiers mois de 1988, dit la Commission des droits humains du Honduras. Selon Amnistie internationale, les Escadrons de la mort ont refait surface au Honduras depuis la signature du Plan de paix pour l'Amérique centrale, en août 87. Et puis, le Honduras a été le premier pays formellement accusé, puis condamné en juillet 88, par la Cour interaméricaine des droits de la personne pour avoir toléré les «disparitions» systématiques.

Los desaparecidos. Sting, le populaire chanteur anglais, a une chanson très connue à ce sujet. Ce n'est pas par hasard. Les «disparus» constituent la réalité la plus

sordide, certainement la plus insidieuse, d'Amérique latine. Et c'est partout le même scénario.

Un jour, des hommes en civil se pointent chez vous, vous bandent les yeux et vous emmènent. On ne vous dit rien, sauf que vous êtes une «putain», une «pourriture», une «vermine communiste». Vous n'êtes pas nécessairement connu ou responsable de quoi que ce soit. Mais on vous frappe. On vous fait subir des interrogatoires — «dites-le que vous êtes communiste!» — intercalés de chocs électriques. On vous brûle avec des cigarettes et, si vous êtes une femme, on vous viole. Il n'y a jamais de mandat d'arrestation. On vous change de lieux 30-40 fois. Personne ne sait où vous êtes. Personne ne peut savoir, il n'y a pas de traces. Il n'y a que des mères et des grands-mères, avec leurs petites photos dans les mains, tous les jours devant le Palais présidentiel, qui demandent justice. Et la peur qui, petit à petit, se répand...

Au Honduras, la faction militaire principalement responsable des disparitions s'appelle le Bataillon 316. Elle a été créée par la CIA (l'agence de sécurité américaine) en 1979-80. Florencio Caballero est un des centaines de soldats honduriens entraînés au Texas par la CIA pour mener les «interrogatoires» de ce bataillon. Le 5 juin dernier, il s'est confessé, après avoir déserté les rangs, au corres-

pondant du New York Times en Amérique centrale.

«(Les Américains) nous ont appris les méthodes psychologiques — comment connaître les craintes et les faiblesses du prisonnier. Il fallait le maintenir debout, sans dormir, sans vêtements, sans personne; mettre des rats et des coquerelles dans sa cellule; lui donner de la nourriture avariée, des animaux morts à manger; l'arroser d'eau glacée. (...) Les Américains n'aimaient pas l'idée des enlèvements et de la torture (violente). Mais (au Honduras), les commandants nous donnaient l'ordre de tuer nos prisonniers. Alors, on a enlevé des gens sans que les Américains le sachent, et après l'interrogatoire, les Escadrons de la mort s'en chargeaient.»

Florencio Caballero vit aujourd'hui dans une petite ville de l'Ontario, où il tente de «refaire» sa vie. Les Escadrons de la mort au Honduras, eux, continuent leur besogne. Ils sont responsables, selon la Commission des droits du Honduras, de 107 assassinats pour l'année 1987, ainsi que d'innombrables cas de torture et de détention. L'émission Nord-Sud de Radio-Québec présentera bientôt l'histoire du dernier disparu au Honduras.

C'est dans ce pays «sans danger» que Gioby Maldonara Achillera va bientôt retourner. À sa place, j'aurais peur.

# « Nous voulions changer une nation, nous avons changé le monde » — Ronald Reagan

JEAN-FRANÇOIS LISÉE  
collaboration spéciale  
WASHINGTON

L'inspecteur Clouseau punit toujours le coupable. Il ne sait pas pourquoi, il ne sait pas comment. Il se croit très fort, mais ne comprend rien aux détails du dossier. Chemin faisant, il annihile la patience de ses confrères compétents et de ses supérieurs, qui se retrouvent à l'hôpital ou à l'asile. En fin de film, il obtient la Légion d'Honneur et, parfois la belle héroïne.

Le président Ronald Reagan est l'incarnation politique du loufoque inspecteur. Après huit ans de bureau ovale, le président le plus populaire de l'Après-Guerre (68 p. cent d'approbation au dernier compte) a quitté hier la Maison-Blanche avec la satisfaction du devoir accompli. Il est, dit son vieil adversaire démocrate Tip O'Neill, « l'homme le moins préparé sur les détails du gouvernement de tous les présidents que j'ai connus, et j'en ai connu dix ».

Un républicain qui maîtrisait ses dossiers, Henry Kissinger, avait laissé tomber, en privé, cette petite phrase: « il semble incroyable que quelqu'un, quelque part, ait pu penser que cet homme puisse devenir gouverneur, encore moins président. » Et à la droite de Reagan, chez son ex-allié Howard Phillips, on entend ce commentaire: « Reagan fut le président le moins impliqué dans la conduite des affaires depuis que Woodrow Wilson a dû garder le lit après être atteint d'hémiplégie ».

Pourtant, en fin de mandat, le président a atteint plus d'objectifs qu'il ne s'en était fixés en 1980. L'économie est en expansion pour une sixième année consécutive, le Pentagone a connu huit années de vaches grasses, le taux maximal d'imposition des revenus a été réduit de moitié, la paix est déclarée à Kaboul, Bagdad et Luanda, on ne jure que par l'entreprise privée à Moscou comme à Pékin (sans compter l'Espagne et la France socialistes), et l'option zéro de destruction des armes nucléaires à moyenne portée, qu'on pensait être une blague, deviendra réalité cette année.

Plus fondamental encore, Reagan a opéré en moins d'une décennie deux renversements majeurs. Aux États-Unis, malgré des périodes de doute national autour de l'Irlande, puis du krach boursier, la confiance dans la force et le destin de la nation est revenue à son niveau le plus élevé depuis l'élection de Kennedy. « Appelez-nous les « malaise-buster », blague Reagan, faisant référence au fameux discours de Jimmy Carter sur le « malaise » dont la nation était malade à l'heure des chocs pétroliers et de la révolution iranienne.

Sur l'échiquier planétaire, Reagan a fait basculer le rapport de force. Les années 70 avaient vu les Soviétiques à l'offensive. Les années 80 allaient les acculer, non seulement à la défensive, mais à plaider coupables, sous la gouverne d'un nouveau leader lucide, à la plupart des accusations lancées par l'Occident: des droits de l'homme à l'agression afghane, du déséquilibre militaire en Europe jusqu'à l'incurie de l'économie planifiée.

L'impensable est arrivé. Que n'aurait-on dit du candidat Reagan de 1980 s'il avait promis qu'avant la fin de son mandat, la Hongrie se prononcerait pour le multipartisme, la Pologne reconstruirait (presque) Solidarité et des centaines de milliers de jeunes Allemands de l'Est, drapeau américain à la main, chanteraient avec Bruce Springsteen « Born In The USA »?



Après huit ans de bureau ovale, le président le plus populaire de l'Après-Guerre (68 p. cent d'approbation au dernier compte) a quitté hier la Maison-Blanche avec la satisfaction du devoir accompli.

Même les communistes philippins, qui ont du mal à mobiliser les paysans contre une présidente littéralement mise au pouvoir grâce à l'intervention américaine, avouent dans des documents saisis par l'armée que « la détente est-ouest » mine leurs efforts pour s'assurer l'appui de « la communauté socialiste ».

« Nous voulions changer une nation, nous avons changé le monde », déclarait le président dans son discours d'adieu à la nation.

Ronald Reagan n'est certes pas le seul architecte des bouleversements de la décennie. L'essoufflement de l'économie soviétique, l'agonie du marxisme comme idéologie, la non-prolifération de l'islamisme militant à savoir iranienne, la chute des prix du pétrole constituait une donne autrement plus prometteuse que celle échue à son prédécesseur Jimmy Carter. Et la purge économique qui a permis au pays de sortir de la récession de 1982 et de la spirale inflationniste fut

l'oeuvre de Paul Volker, président de la Réserve fédérale, bien plus que celle de Reagan.

C'est la simplicité, la franchise et, souvent, l'ignorance de Ronald Reagan qui ont fait sa force. En politique intérieure comme étrangère, il demandait la lune. S'il avait compris les détails des dossiers, il aurait peut-être admis que ses rêves étaient fous, et aurait demandé moins. C'est parce qu'il croyait que rien n'était impossible qu'il a obtenu autant. « Vous avez modifié la perception de ce qui est possible, c'est la chose la plus difficile en politique », lui a dit Margaret Thatcher à son retour de Moscou où il avait, elle dit, « porté le combat pour les droits de l'homme au cœur même de l'Union soviétique ».

L'épisode est éloquent: recevoir des dissidents à l'ambassade américaine à Moscou entre deux rencontres avec le leader du Kremlin. Un geste que les Soviétiques n'auraient pas pardonné à Richard Nixon ou Jimmy Carter. Mais ces deux-là travaillaient sur



Un républicain qui maîtrisait ses dossiers, Henry Kissinger, avait laissé tomber, en privé, cette petite phrase: « il semble incroyable que quelqu'un, quelque part, ait pu penser que cet homme puisse devenir gouverneur, encore moins président. »

le possible. Reagan travaillait sur le désirable.

Il n'en désirait pas assez, disent ses critiques, à droite et à gauche. Avec un tel capital politique, une telle popularité, il aurait pu faire beaucoup plus: lancer une campagne nationale contre l'avortement, se faire réélire en 1984 sur le thème de l'aide aux Contras, ou, sur sa gauche, se soucier des sans-abris ou de l'environnement, réclamer plus d'honnêteté dans son administration. Mais il n'avait ni l'imagination, ni le goût, ni la volonté de se risquer en terrain politique marécageux — sauf secrètement avec l'Irlande — une fois passée l'impulsion initiale de 1980-82. Et il n'a jamais, jamais appelé ses compatriotes à l'effort, au sacrifice.

Depuis hier, Ronald Reagan n'est plus président des États-Unis. On veut applaudir. Ses politiques? Son style? Ses résultats? Ses blagues? Son départ? On ne sait trop. Mais donnez-lui la Légion d'Honneur quand même. Et: *bye bye mon cowboy.*



L'épisode est éloquent: recevoir des dissidents à l'ambassade américaine à Moscou entre deux rencontres avec le leader du Kremlin. Un geste que les Soviétiques n'auraient pas pardonné à Richard Nixon ou Jimmy Carter.



En fin de mandat, le président a atteint plus d'objectifs qu'il ne s'en était fixés en 1980.

## Tunnel métropolitain: fini le temps des demi-mesures, dit Doré

MARIANE FAVREAU



S'il n'en tenait qu'à l'administration municipale de Montréal, le tronçon surélevé du boulevard Métropolitain disparaîtrait à tout jamais du paysage. Tout comme à Boston, on le remplacerait par un long tunnel serpentant sur plusieurs kilomètres, depuis l'autoroute Décarie jusqu'au boulevard Pie IX.

Et le maire Doré voudrait qu'on évite la valse-hésitation et les longs délais qui ont fait grimper le coût du tunnel enfin accepté à Boston. « Ce n'est plus l'heure des demi-mesures », assure-t-il.

Ce tunnel métropolitain en remplacement de la voie surélevée, constitue la proposition majeure de Montréal à la commission parlementaire qui entendra, la semaine prochaine, les représentations sur le plan de transport métropolitain du ministre Marc-Yvan Côté.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler que ce plan élaboré au ministère des Transports, n'a fait l'objet d'aucune consultation préalable avec la métropole de Québec.

Dévoilé en août dernier, ce plan de \$1,6 milliard prévoit notamment la prolongation des autoroutes 30 (Rive-Sud) et 440 (Laval) ainsi que la prolongation de l'autoroute 25 jusqu'à Laval, avec pont sur la Rivière-des-Prairies. Sans oublier la refécution du boulevard métropolitain et autres corrections.

Immédiatement critiqué par tous les milieux montréalais qui y voient la meilleure façon d'attirer le développement industriel et domiciliaire hors de l'île, ce plan sera enfin discuté en commission parlementaire.

Mais avant même que Montréal ait eu le temps d'exposer ses arguments, le ministre Marc-Yvan Côté rejette cavalièrement toute suggestion. Depuis l'été dernier, ce ne sont qu'escarmouches avec Montréal alors qu'il roule sur du velours avec Laval.

Le ministre n'hésite pas à traiter le maire de Montréal de tous les noms parce qu'il ose mettre de l'avant une autre solution, coûteuse certes, mais qui en vaut peut-être les siennes, tout aussi précieuses.

### « L'épine dorsale »

L'autoroute Métropolitaine constitue « l'épine dorsale » du transport à des fins commerciales et industrielles de toute la région métropolitaine, rappelle

le maire Doré. « Elle irrigue directement la plus grande concentration d'industries de haute technologie du Canada ».

Prévue pour 90 000 véhicules par jour, elle en supporte 140 000 et, après 30 ans, ne répond plus aux besoins. On y compte trois fois plus d'accidents que sur les autres voies.

Il serait inutile d'y faire les réparations prévues de \$60 millions, puisqu'il va falloir la démolir dans 15 ans, dit le maire, sa vie utile sera alors finie. La réparer « ne fera que prolonger son agonie, et rendra le trafic encore plus infernal ».

Par contre, des travaux en tunnel ne dérangeraient que peu la circulation sur la voie surélevée. Le maire reconnaît qu'un tel tunnel coûte cher, « mais l'enjeu est vital ». Selon lui, le fédéral devrait participer aux dépenses de cet axe du système routier trans-canadien, et Québec pourrait trouver des sources de financement alternatif, comme la taxe sur l'essence. Ce que le ministre Côté envisage de toute façon. Montréal est prête à participer au financement des études.

Le maire vante aussi l'impact économique majeur de cet ouvrage qui réduirait le chômage à Montréal (il se situe à 14 p. cent), utiliserait des matériaux

d'ici, et rapporterait en impôts. Bref, des travaux qui entraîneraient des retombées économiques très importantes. Enfin, il en appelle à la fierté québécoise, comparant la construction de ce tunnel aux grands projets hydro-électriques, en faisant même un « projet collectif ».

Le maire Doré trouve ce projet infiniment plus pressant que « les autoroutes en plein champ » entre Brossard et Valleyfield, ou à Laval. « Gardons-nous de faire les mauvais choix. On les paie très cher pour la collectivité ».

Le tunnel envisagé par Montréal serait sillonné, en surface par des voies de transit. Le tout pourrait être paysagé et ferait disparaître cette déchirure qu'est la voie élevée.

« Retarder cette décision à laquelle il faudra bien en venir un jour, c'est miner à long terme la compétitivité des entreprises établies le long de l'artère », indique le maire.

« Et si ce virage ne se prend pas, mais l'actuelle autoroute métropolitaine ne pourra absorber le déversement du trafic des nouvelles autoroutes », prévoit le maire Doré. Car il n'y a aucune possibilité d'élargir les voies ou d'en rajouter de nouvelles dans l'emprise surélevée.

Si le maire Doré n'a pas réussi à convaincre tous les élus de la région, il a du moins l'appui de bon nombre de ses administrés. L'an dernier, déjà, une pétition venue de la base s'était répandue comme une traînée de poudre. Des centaines de citoyens, curés en tête, demandaient au ministre Côté de cacher l'autoroute dans le sol.

Le transport en commun constitue la seconde priorité de Montréal, dans un plan de transport rationnel. « C'est l'avenir du centre-ville de Montréal qui est en jeu aussi bien sur le plan de la qualité de vie que sur celui du développement économique de toute la région métropolitaine », soutient M. Doré.

Aussi, suggère-t-il un investissement important dans le transport collectif, d'autant plus que 40 p. cent des ménages montréalais ne possèdent pas d'autre moyen de transport.

Il rappelle que certains secteurs de la ville sont plus mal desservis par le transport en commun, notamment l'est où les trois paliers de gouvernement investissent pourtant des millions pour la relance industrielle.

En attendant, il demande qu'on ne tolère plus une seule voiture sans passager sur le boulevard Métropolitain, aux heures de pointe. Question de laisser la voie libre au camionnage et au transport de groupe.

# Guy Bouthillier se destinait à une carrière avec les Anglo, il est devenu le champion de l'unilinguisme français



PIERRE GRAVEL

Pour de nombreux Anglo-Québécois — et sans doute aussi de plusieurs ministres du gouvernement Bourassa —, Guy Bouthillier représente ce qu'il y a de plus horripilant dans une société: l'intolérance, le sectarisme, l'extrémisme.

À leurs yeux, le porte-parole du Mouvement Québec français (MQF) incarne ce qui constitue le principal obstacle à la paix linguistique: le combat pour l'unilinguisme. Tout ça sur fond de profonde ignorance du vrai visage de la minorité culturelle.

Il s'en est pourtant fallu de peu que Guy Bouthillier file aujourd'hui le parfait bonheur avec les anglophones de Montréal. Normalement, il pratiquerait le droit dans une importante étude et jouerait au golf ou luncherait régulièrement avec d'éminents collègues. Qui sait? Peut-être même avec Peter Blaikie, le président d'Alliance Québec!

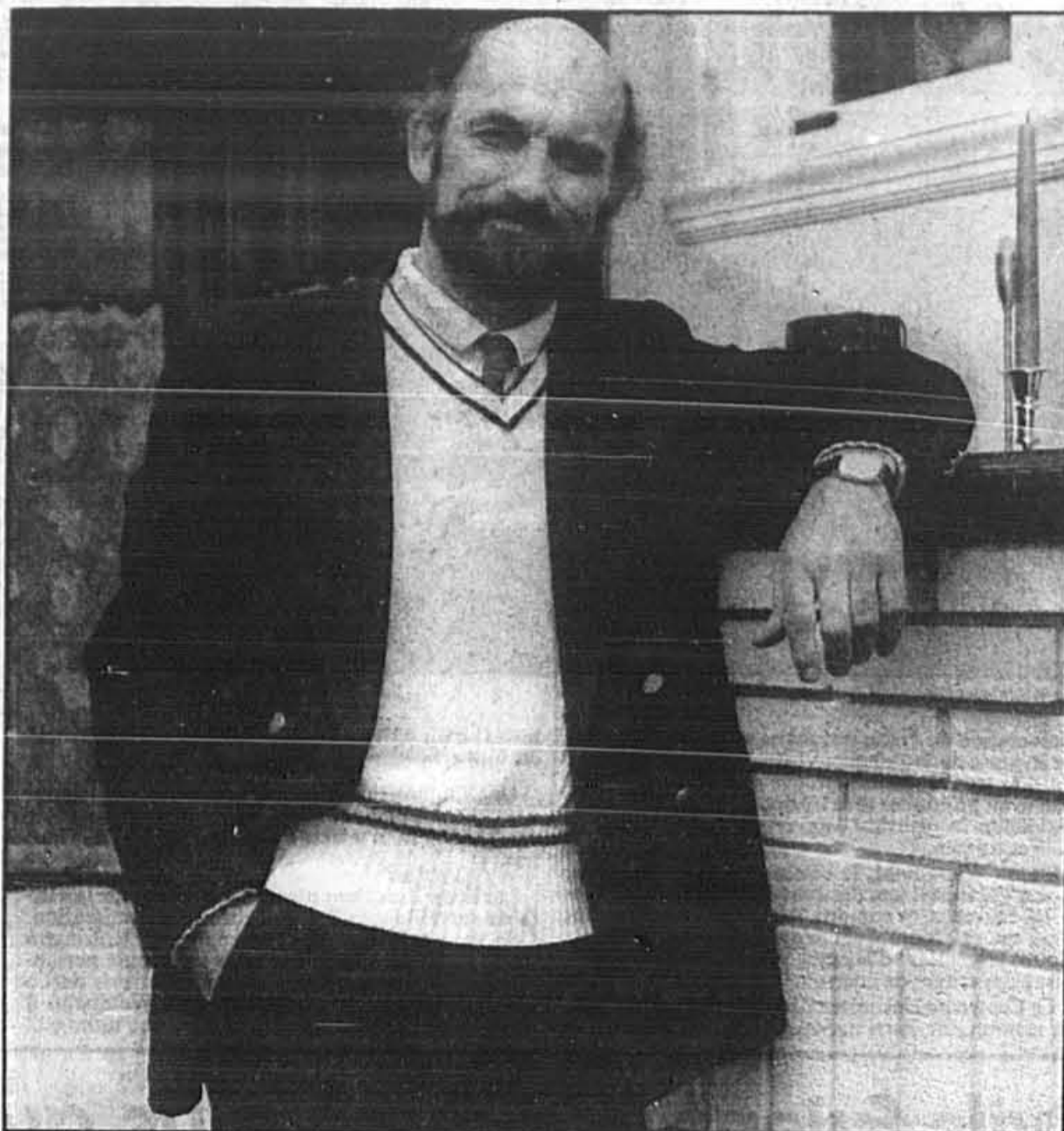
Jusqu'à 22 ans, en effet, tout le destinait à une harmonieuse intégration au sein d'un certain establishment montréalais. Un monde où les préoccupations nationalistes ne se situent pas au premier rang. Pas plus que ne se pose habituellement la question linguistique. Sauf quand survient une loi québécoise remettant en question les droits ou privilèges des anglophones.

À vrai dire, avant 1961, Guy Bouthillier ne se posait guère de grandes questions sur l'avenir collectif des Québécois francophones. Appartenant au peloton des premiers de classe, en droit à McGill, et profondément impliqué dans les organisations étudiantes, il appartient alors à cette catégorie de futurs plaideurs que les aînés ont à l'oeil pour éventuellement les embaucher. Un peu comme, au hockey, des recrues potentielles avant une séance de repêchage de la Ligue nationale.

## Une enfance dans «la bonne entente»

Sa parfaite insertion dans le milieu anglophone allait de soi. «Depuis ma plus tendre enfance, j'étais tout à fait à l'aise avec ceux que j'ai appris, depuis, à considérer comme une minorité au Québec. Avant même d'aller à l'école primaire, à Outremont, mon meilleur ami était un *petit Anglais* comme on les appelait alors. Et ça me semblait tout naturel de parler sa langue, de partager ses jeux et de découvrir inconsciemment ses valeurs culturelles. Même dans ma famille, mon grand-père maternel, originaire d'Ottawa, et des cousins émigrés aux États-Unis étaient largement anglicisés et ça nous apparaissait normal de communiquer en anglais avec eux».

Plus tard à Brébeuf, jusqu'en rhétorique, la culture française allait reprendre toute sa place dans l'univers quotidien de Guy Bouthillier. Mais un univers clos, comme aseptisé. Surtout habité par Molière, Racine, Corneille ou Bossuet. Ou par les grands noms de l'Histoire universelle, voire les vedettes contemporaines de la politique internationale. Un monde cependant presque totalement imperméable



Guy Bouthillier

PHOTO DENIS COURVILLE, La Presse

aux bouillonnements qui commencent à secouer le Québec vers la fin du régime de Maurice Duplessis.

À l'époque, un plan de carrière devant ultimement déboucher sur la diplomatie *canadian*, comprend idéalement l'inscription à McGill. Et, pour y être admis, estime Guy Bouthillier, quoi de mieux qu'un diplôme de Loyola College, plutôt que du francophone collège Jean-de-Brébeuf?

«Tout s'y passait évidemment en anglais et en vase clos. Comme si le Québec réel de la majorité était sur une autre planète. Pas question de lire *Le Devoir* ni *Cité libre*; ç'aurait été mal vu. Ou du moins incongru». Donc, indifférence totale devant

les grandes questions sociales ou politiques d'ici; ignorance complète des editoriaux de Filion ou Laurendeau sur Duplessis. Autant d'ailleurs que des vigoureuses dénonciations du nationalisme proférées par Pierre Trudeau dans *Cité libre*.

## Une fierté nouvelle et des accents inoubliables

C'est, curieusement, par le biais de la politique internationale qu'émergent doucement, presque imperceptiblement, certaines valeurs qui deviendront plus tard fondamentales dans l'engagement politique de Guy Bouthillier. «À l'occasion de vacances en France, vers la fin des années cinquante,

j'avais observé avec fascination l'apparition du gaullisme. De Gaulle avait une telle façon de parler de la grandeur de la France et de la beauté de sa langue que je comprenais la fierté... des Français. Mais il n'était pas encore question pour moi de transposer ce sentiment dans une perspective québécoise». Ces accents gaulliens laisseront cependant une trace indélébile dans la mémoire de Guy Bouthillier qui les reprendra inconsciemment plus tard lorsqu'il s'exprimera au nom du MQF.

Il faudra attendre la fondation du RIN, les fougueux discours de Pierre Bourgault et, «surtout, les étincelants exposés d'André d'Allemagne» pour que le doute germe dans son esprit. «Je découvrais soudainement que, quoique je fasse, je n'appartiendrais jamais totalement au monde des WASP. À Loyola, entouré de Jésuites et d'une majorité de catholiques irlandais, les différences entre les francos et les anglos ne m'étaient pas parues aussi évidentes. Mais à McGill, je prenais lentement conscience de mon appartenance à une majorité traitée en minorité; je mesurais mieux le mépris larvé des anglophones unilingues à mon endroit alors que je faisais, moi, des efforts louables pour leur ressembler. J'ai perdu tous mes amis anglophones en même temps que mes dernières illusions lorsque j'ai fait connaître mon adhésion au RIN».

À partir de ce moment, finis pour lui les beaux rêves d'une carrière diplomatique au service du Canada. Diplômé en droit, il s'inscrit à Paris, en 1964, d'où il reviendra avec un doctorat en sciences politiques en 1968. Il devient aussitôt professeur à l'Université de Montréal où, encore aujourd'hui, il consacre la plus grande part de son temps à l'enseignement et à la recherche.

Peu enclin à l'action politique partisane, il attendra deux ans avant de devenir membre du PQ que vient de fonder René Lévesque. «J'étais méfiant devant la récente conversion de René Lévesque à la cause de l'indépendance». Il écrira même en 1968: «Le PQ est manifestement sur la voie du pouvoir. Mais sera-t-il alors encore indépendant?».

Depuis lors, ses convictions n'ont pas changé. Pas question de se consacrer à la politique active. «Aujourd'hui comme alors, mon combat est essentiellement linguistique. J'ai mes opinions personnelles sur l'indépendance mais mon engagement public est essentiellement basé sur la lutte pour l'unilinguisme français. Quel que soit le parti au pouvoir. C'est là, je pense, que je peux le mieux faire servir ma formation et les modestes talents que je peux avoir».

Et encore aujourd'hui, malgré la vingtaine d'heures par semaine qu'il consacre au MQF, c'est d'abord comme professeur et chercheur qu'il se définit. Aussi comme père attentif de ses deux enfants de 13 et 11 ans et comme mordu de la chasse et du tennis.

Ses temps libres, s'il en reste? «Les mots! j'aime les mots. Je collectionne les dictionnaires et je suis un vrai maniaque de l'orthographe». Il avoue d'ailleurs avoir été passablement ulcéré de faire 12 fautes dans la célèbre dictée télévisée de Bernard Pivot. «L'an prochain, je vais mieux me préparer. Ce serait bien qu'un représentant du MQF remporte la première place...», lance-t-il en riant. «Ça prouverait qu'on connaît bien cette langue qu'on veut protéger».

# Les Saint-Pierrais doivent maintenant affronter les marins... français



MARIO FONTAINE

Les pêcheurs de Saint-Pierre et Miquelon devaient déjà affronter Ottawa et leurs concurrents terre-neuviens en quête de précieuses morues.

Les voici maintenant aux prises avec des marins français dans un combat qui, à terme, risque d'être encore plus ardu.

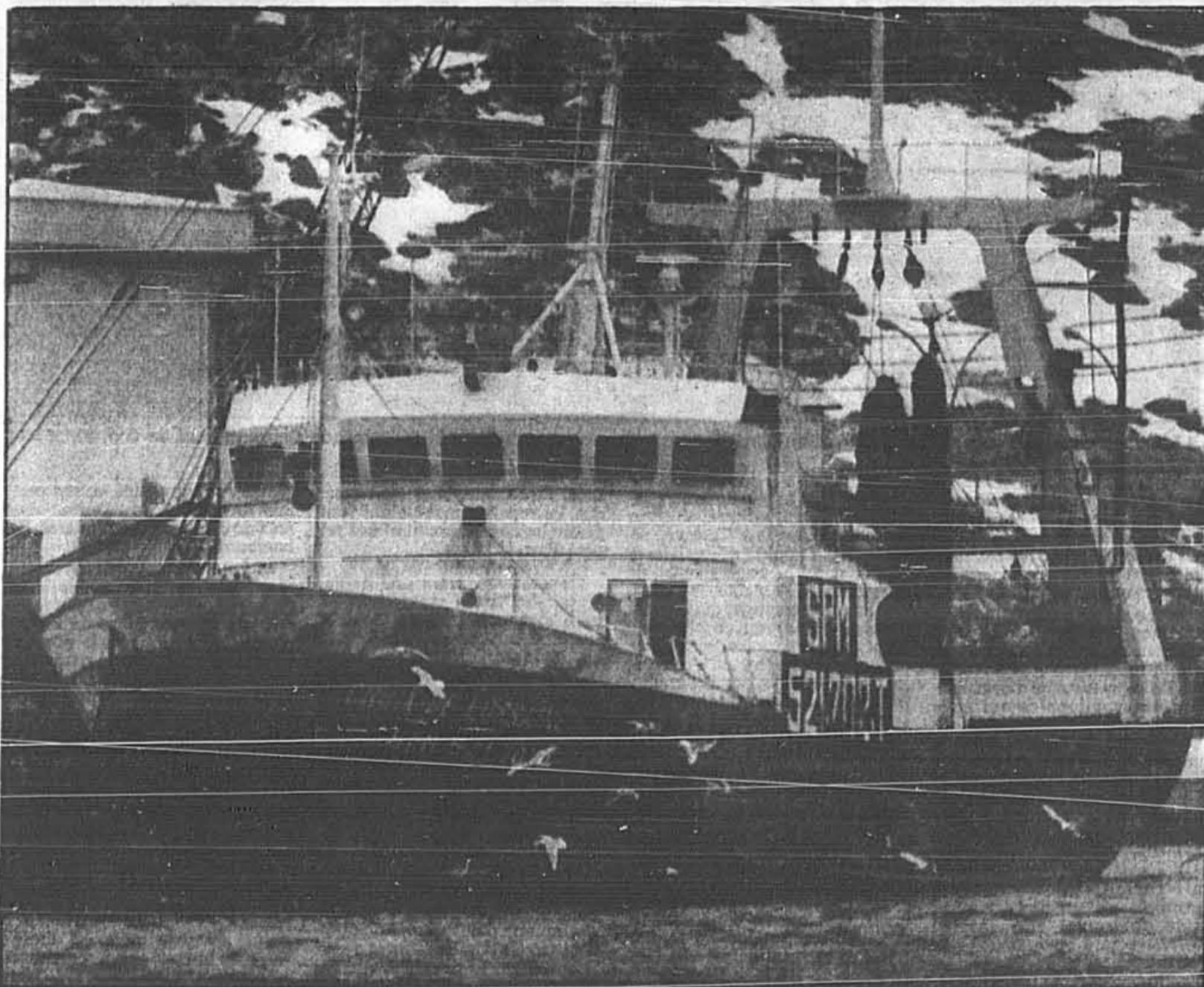
Eux-mêmes en sont conscients. Aussi le sénateur-maire de l'archipel, Albert Pen, constatait-il cette semaine que cette micro société de 6 000 habitants, accrochée à d'arides rochers à quelques encablures de Terre-Neuve, doit à tout prix éviter de se lancer dans une bataille navale avec les Bretons, «sous les yeux ravis des Canadiens».

Car déjà que les Saint-Pierrais contestent les quotas de pêche que le gouvernement canadien leur alloue, ils n'ont que faire en sus de bateaux-usines venus de Bretagne piger dans des bancs de morue déjà surexploités. Se battre pour protéger son gagne-pain oui, mais pas contre ses propres alliés!

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Contre le Canada, ce petit coin de France peut encore faire valoir ses droits dans les instances internationales. Un médiateur choisi par les deux pays est d'ailleurs justement en train de préparer une hypothèse de règlement du contentieux. Contentieux qui porte sur la délimitation de la zone de pêche appelée 3PS dans le jargon technique. Celle qui détermine, à terme, les prises permises à chacun.

Relativement protégés face au Canada, les Saint-Pierrais ont en revanche beaucoup moins de recours contre leurs propres compatriotes. En tant que Français eux-mêmes à part entière, ils dépendent en effet directement de Paris. Et pas seulement au plan politique, mais aussi au niveau économique.

Une forte proportion de la population vit en effet directement ou indirectement des subsides de la métropole. L'État français a établi tous ses services dans l'archipel, qu'importe s'ils soient utilisés ou pas. Beaucoup vivent aussi des allocations sociales, ce qui se répercute en une dépendance directe d'une bonne partie de la population à l'endroit de «l'état-providence-qui-est-à-Paris».



Pour emprunter une image évoquée récemment par Jacques Parizeau au sujet du débat linguistique, les Saint-Pierrais ont le sentiment qu'Ottawa a allumé un feu sous la marmite, et que Paris a vissé le couvercle. Avec eux dedans.

Leur autre problème majeur, les insulaires le partagent avec tous les provinciaux de France. Ça s'appelle le corset jacobin. Le corset jacobin, c'est cette conception centralisatrice du rôle de l'État héritée de la révolution. Une conception qui fait en sorte que hors de Paris, point de salut. Il n'existe qu'une France digne de ce nom, celle dirigée de la capitale. Et tout le monde doit s'y conformer.

Cette centralisation fait en sorte que tous les Français sont théoriquement égaux entre eux,

et que les particularismes régionaux ont bien du mal à s'exprimer dans les réunions du cabinet. Puisque les pêcheurs bretons sont tout aussi français que les saint-pierrais, ils ont donc autant accès qu'eux à la ressource marine. Les chalutiers de Saint-Malo se trouvent ainsi tout autant à leur affaire dans la zone contestée du 3PS que leurs petits concurrents de l'archipel, malgré les milliers de kilomètres parcourus pour venir exploiter les mêmes fonds.

La question est tout à fait déchirante pour les Saint-Pierrais

(l'essentiel de la population vit à Saint-Pierre, l'île de Miquelon, quoique plus grande, n'a qu'une seule usine de transformation et une population très restreinte). Il y a presque un an, ils me disaient, à l'occasion d'un reportage, que s'il n'y avait qu'eux et les Canadiens, le problème serait réglé depuis longtemps. Un sentiment partagé à Ottawa.

## Coquilles de noix contre usines flottantes

Mais voilà, la bisbille battait alors son plein avec le Canada, et

les insulaires étaient bien contents de voir les remorqueurs de la marine française venir leur donner un coup de main pour tenir à distance les garde-côtes canadiens. Cette semaine ils coupaient les amarres des mêmes bateaux parce qu'ils représentaient désormais, à leurs yeux, l'autorité métropolitaine. Une autorité qui vient d'autoriser un deuxième navire-usine à venir s'approprier une ressource à peine disputée. Avec le résultat que l'on sait.

Ces navires-usines partent de France pour plusieurs semaines,

font le plein de morue et d'autres espèces qu'ils traitent et congèlent au fur et à mesure, et retournent vendre leur pêche sur le continent européen, à proximité des marchés. En comparaison, les petits chalutiers de Saint-Pierre et Miquelon paraissent désuets, eux qui doivent rappliquer à l'usine de transformation à des intervalles beaucoup plus courts. Cette usine de transformation, Interpêche, est elle-même assez dépassée et ne fonctionne que quelques mois par an.

## Poids politique = zéro

Dépassés techniquement, les Saint-Pierrais ne peuvent non plus compter sur leurs appuis politiques, virtuellement inexistantes. Paris a voulu leur envoyer comme nouveau tuteur un ancien sous-préfet de l'Essonne, un département situé à des centaines de kilomètres à l'intérieur des terres!

Des élections municipales se tiendront en outre bientôt en France. Pour le gouvernement Mitterrand, la tentation sera bien plus grande de courtiser les millions de votes des côtes de Normandie, de Bretagne et du Bordelais que la poignée de voix des Saint-Pierrais et des Miquelonnais.

Coincés dans leurs négociations avec Ottawa, engoncés dans le corset jacobin, ne disposant que d'une industrie vieillotte et sans pouvoir politique réel, les habitants de l'archipel ont beau être particulièrement sympathiques et faire du pacifisme un mode de vie, ils n'ont plus guère d'autres recours que la violence, aujourd'hui, pour faire valoir leurs droits. Même si la chose leur répugne.

Déjà le syndicat des marins parle de couler *La Grande Hermine*, ce bateau-usine breton qui vient leur faire concurrence dans leurs propres eaux. Il menace aussi de s'en prendre aux métropolitains installés sur l'île, presque tous des fonctionnaires jouissant de la sécurité d'emploi et de salaires enviables. Le sénateur-maire de la place craint un bain de sang, tandis que la population empêche manu militari les gendarmes de débarquer.

Ça ne leur ressemble pas, mais ils estiment ne plus avoir le choix. Pour emprunter une image évoquée récemment par Jacques Parizeau au sujet du débat linguistique, les Saint-Pierrais ont le sentiment qu'Ottawa a allumé un feu sous la marmite, et que Paris a vissé le couvercle. Avec eux dedans.

# «L'affaire Waldheim» se termine comme un pétard mouillé

LOUIS WIZNITZER  
collaboration spéciale

Deux années après que les médias occidentaux eussent entrepris de faire le procès du président autrichien — qu'ils accusaient d'avoir commis des crimes de guerre — aucune preuve n'a pu être découverte contre lui.

Des organisations juives critiquaient Waldheim, qui avait servi pendant la deuxième guerre mondiale dans des unités allemandes basées dans les Balkans et impliquées dans la déportation de juifs et l'exécution de partisans yougoslaves. Il a toujours nié ces accusations, avec la dernière vigueur.

Le 8 février 1988, une Commission d'enquête composée de six historiens de renommée mondiale (y compris le professeur Jehuda Wallach, de l'Université de Tel Aviv, Manfred Messerschmit, directeur de l'Institut d'Histoire militaire de Freiburg, Vanwelkenhuyzen, de l'Institut belge de recherche qui a mené une enquête en profondeur sur les activités de Waldheim dans les Balkans) prononçait son verdict: «Nous n'avons trouvé aucune preuve de sa culpabilité — il n'a été ni un bourreau, ni un nazi, ni un antisémite».

Le 5 juin 1988, un procès télévisé, organisé par une entreprise de production de télé britannique, comprenant cinq juges (Sir Frederic Lauton, de la Cour d'Appel, Shirley Hifstedler de la Cour suprême de Californie, Gostaf Petren de la Cour suprême administrative de Suède, etc.) se termina, au bout de quatre heures par un verdict: «Waldheim est innocent.» Auparavant, pendant un mois, les jurés avaient interrogé des dizaines de témoins et étudié des centaines de documents.

Au printemps, *Der Spiegel*, hebdomadaire à grand tirage allemand, publia un document yougoslave «inédit», qui incriminait Waldheim. Mais la bombe fut vite désamorcée. Le «document» que *Spiegel* avait payé \$50000 à un dénommé Blanca, se révéla faux. *Der Spiegel* s'excusa patement.

Le seul document paraissant sérieusement incriminer Waldheim était venu de Yougoslavie. Mais deux lettres de la Commission de guerre yougoslave au gouvernement yougoslave de l'époque, retrouvées également, laissaient clairement entendre que le document en question représentait une opération montée contre Waldheim dans le but de l'embaucher un jour pour les services yougoslaves.

L'été dernier, Tunia Friedman, de l'Institut de do-



Kurt Waldheim

documentation de Haïfa qui mena sa propre enquête sur le passé de Waldheim, visita Vienne et déclara: «Je n'ai trouvé aucune preuve contre lui». Friedman avait pu étudier tous les documents concernant Waldheim se trouvant aux «Archives nationales» de Washington.

Simon Wiesenthal, le célèbre chasseur de nazis, basé à Vienne (il jeta des centaines de Nazis derrière les barreaux, y compris Adolf Eichman) a toujours dit et répété qu'il n'avait jamais trouvé de preuve permettant d'accuser Waldheim d'avoir pris part à des crimes de guerre».

Le Centre de documentation de Berlin (où tous les membres du Parti national-socialiste sont réper-

toriés) a pu affirmer que Waldheim n'avait jamais été une «chemise brune».

Une Commission d'enquête nommée par le gouvernement israélien, il y a 18 mois pour enquêter sur Waldheim, n'a rien trouvé qui puisse l'incriminer.

Les États-Unis l'ont placé, il y a un an, sur la «liste de surveillance» des autorités de l'immigration. Cela dans le cadre de l'amendement Holzman (1978) qui met au ban des États-Unis toute personne ayant directement ou indirectement pris part à des activités racistes. Dans le cas de Waldheim il s'agit du fait qu'ayant été placé dans une unité qui,

géographiquement, se trouvait proche du lieu où des crimes ont été commis, un doute plane sur lui.

En fait, cet amendement se destinait aux nazis haut gradés dont les services secrets américains s'étaient assurés les services (comme Barbie et Mengele) au lendemain de la guerre et qu'ils avaient amenés aux USA (puis en Amérique Latine) sous des noms d'emprunt.

Le 28 septembre 1988, l'ex-sous-secrétaire général de l'ONU, Georges Davidson, a publié un communiqué où il affirme qu'ayant été chargé du recrutement du personnel de l'ONU alors que Waldheim était secrétaire-général, ce dernier n'a jamais exercé sur l'administration onusienne des pressions pour faire embaucher du personnel soviétique ou en provenance des pays de l'Est au-delà des quotas normaux. On avait insinué qu'il avait «favorisé» l'URSS au Palais de Verre.

Quant à l'accusation selon laquelle il aurait soutenu les arabes, elle ne résiste pas à l'examen. Les nombreuses résolutions antisionnistes adoptées à l'époque à l'Assemblée générale ont été le fait des États membres. Le secrétaire-général ne joue aucun rôle dans ces cas-là et n'a pas pris sur la manière dont sont votés les délégations.

Enfin, les experts militaires savent que sur les documents militaires allemands, la signature de droite ne fait que déclarer que le document est authentique, tandis que la signature de gauche prend la responsabilité d'un ordre donné. La signature de Waldheim, au bas de certains documents militaires, apparaît toujours à droite.

N'ayant plus rien à se mettre sous la dent, les médias se sont lassés et, depuis quelques mois, ont cessé de traquer le président autrichien. Ce dernier a d'ailleurs visité récemment le Koweït, la Turquie, la Syrie, après avoir séjourné au Pakistan, en Jordanie et au Vatican. La quarantaine où il avait été placé s'érode. En Autriche, plus la moindre manifestation contre lui. Dans les sondages sa popularité retrouve la barre des 70 p. cent d'approbation.

En entrevue à *La Presse* M. Waldheim admet que «tout cela l'a fait souffrir» mais dit qu'il «n'est pas amer». Il s'étonne que des journaux aient pu le juger sur la base de «faux» patents, d'insinuations, de pures répétitions dans la meilleure tradition des chasses aux sorcières. Il n'a pas la moindre intention de démissionner. «Le plus important, c'est de faire en sorte que les atrocités qui furent commises contre les juifs ne se reproduisent plus jamais», nous a-t-il dit.

# Éthiopie: les civils fuient la guerre plus que la famine

DANIÈLE LACOURSE  
collaboration spéciale

«Des soldats éthiopiens sont arrivés au village en camions, en tanks et à pied. Ils nous ont demandé de nous rassembler sur la place. Nous devions être environ 400. Puis ils ont commencé à tirer. Nous avons essayé de fuir, mais nous étions déjà encerclés. Il y a des tanks qui se sont mis à avancer, écrasant les gens sur leur passage. Toute ma famille a été tuée, excepté mon bébé.»

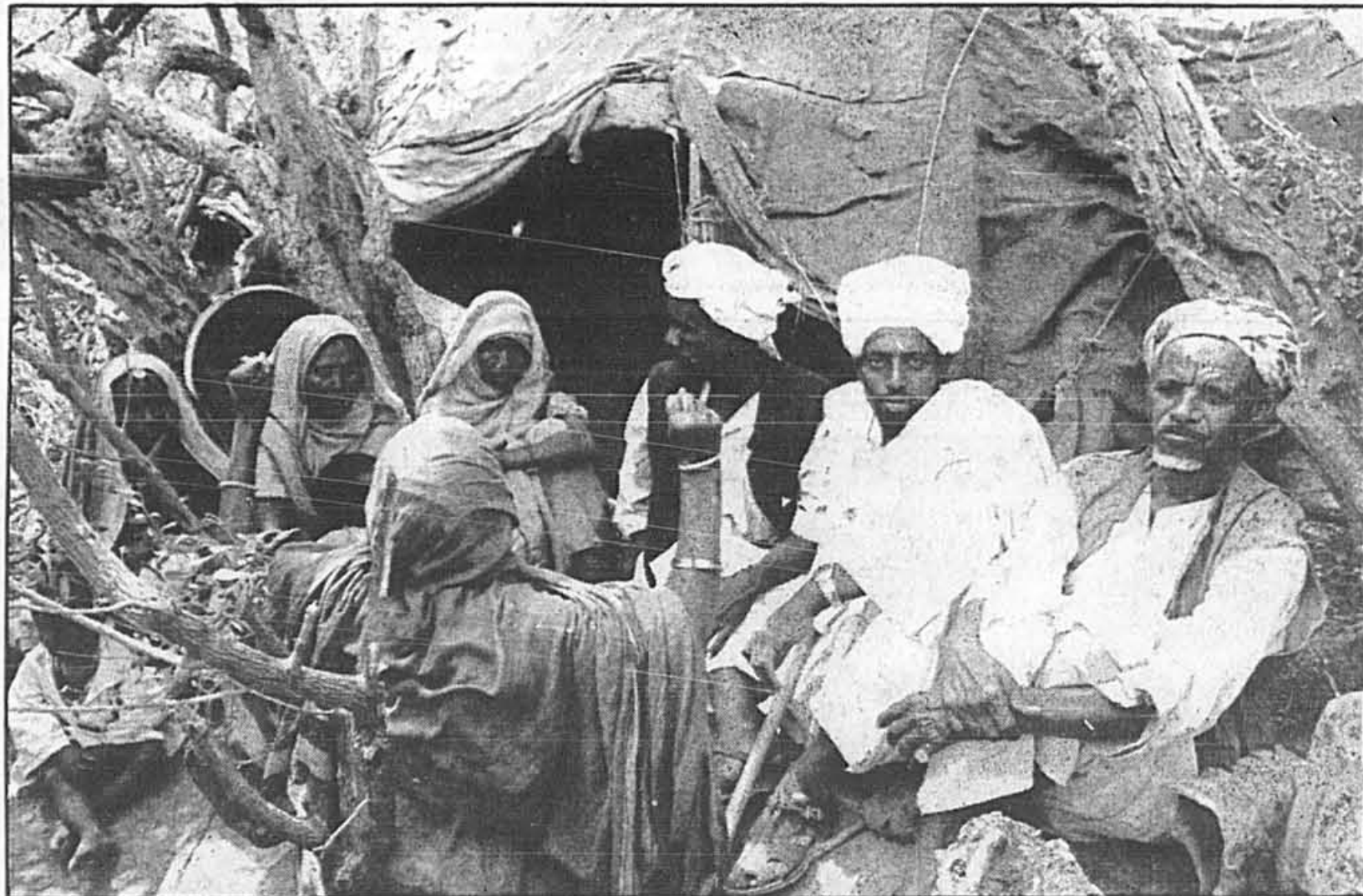
La femme devant moi s'exprime avec difficulté, comme si chaque mot qu'elle prononce faisait surgir devant elle des images d'horreur. Elle interrompt parfois son récit pour bercer son enfant, un bébé de huit mois, somnolant malgré les mouches qui s'agglutinent autour de ses yeux et de sa bouche. Cette femme est l'une des rares survivantes du massacre de Sheeb, un village situé à une quarantaine de kilomètres du port de Massawa, en Érythrie, dans le nord de l'Éthiopie. Le 12 mai dernier, l'armée éthiopienne y tua plus de 400 Érythréens, tous des civils.

«Je suis restée pendant trois jours au milieu des cadavres, avec mon bébé dans les bras, en feignant d'être morte. Les soldats pillaient les morts; ils leur enlevaient tous les objets de valeur, surtout les anneaux et les bracelets en or des femmes. A un moment donné, mon bébé s'est mis à pleurer. Un des soldats a épaulé son fusil. J'ai entendu son compagnon lui dire: «Ne dépense pas une balle pour rien. Le bébé va mourir de faim de toute façon». Au bout de trois jours, l'armée a quitté la zone. J'ai marché jusqu'à ce que je rencontre des combattants qui m'ont amenée ici.»

## 200 000 réfugiés

Ici, c'est une vallée de la zone de l'Érythrie sous le contrôle du Front populaire de libération, le FPLP, qui lutte depuis 27 ans pour l'indépendance de ce territoire de l'Éthiopie. Le FPLP a installé des camps temporaires pour accueillir les quelque 200 000 Érythréens qui ont fui les zones gouvernementales au cours des derniers mois: un exode massif, motivé davantage par la guerre que par la famine. 50 000 personnes se sont déjà réfugiées dans cette vallée, où ils vivent dans des habitats de fortune: quelques branchages comme toit pour les protéger des pluies et surtout les rendre invisibles à l'aviation éthiopienne qui sillonne la zone pour y larguer des bombes.

«L'expulsion des agences étrangères qui distribuaient de l'aide d'urgence aux victimes de la famine dans le nord de l'Éthiopie a eu des conséquences dramatiques», explique Paulos Tesfaye Giorgis, responsable de l'Éritrean Relief Association (ERA), l'organisation de secours qui opère dans la zone sous le contrôle du FPLP en Érythrie. «D'abord, les victimes de la famine qui recevaient des vivres de ces agences n'y ont plus accès. D'autre part, avec la déclaration de l'état d'urgence en Érythrie et au Tigray, le gouvernement éthiopien a intensifié le harcèlement contre la po-



«La famine n'est pas un acte de Dieu. Elle est en partie le résultat de politiques humaines», explique Gebremichael, le coordonnateur de ERA dans la zone libérée.

pulation civile; il détruit des villages, tuent des civils, déracinent des milliers de personnes. Et il peut le faire en toute liberté, sans témoin extérieur, puisque tous les étrangers ont été expulsés.»

Au début avril, en effet, le gouvernement éthiopien, invoquant la situation de guerre dans le nord<sup>(1)</sup>, rappelait à Addis Abeba tous les représentants d'organisations internationales qui opéraient dans les provinces de l'Érythrie et du Tigray depuis la famine de 1984. Neuf agences ont ainsi été chassées, laissant sur place les vivres amoncelés dans des entrepôts et les camions utilisés pour leur transport. Aux dires de ces mêmes agences, la vie de cinq millions de personnes s'en trouvait sérieusement menacée, l'Éthiopie n'ayant ni l'expertise, ni le personnel adéquat, ni l'infrastructure pour assumer la distribution dans l'ensemble de l'Érythrie.

## État d'urgence

Ni les pressions directes sur Addis Abeba, ni les menaces de sanctions économiques contre l'Éthiopie proférées par le Congrès américain n'ont réussi jusqu'à maintenant à infléchir la politique du gouvernement éthiopien. De plus, en déclarant l'état d'urgence en Érythrie et au Tigray en mai dernier, le colonel Mengistu se donnait le pouvoir de réquisitionner toute propriété pour «fins gouvernementales». Ce qui fait craindre aux agences que la nourriture fournie par la communauté internationale pour les victimes de la sécheresse et les camions servant à son transport ne soient réquisitionnés pour soutenir l'effort de guerre.

«C'est bien le paradoxe du régime éthiopien», affirme, songeur le docteur Assefaw Tekeste, directeur de l'hôpital pour civils d'Orota, dans la zone libérée de l'Érythrie. «D'un côté, il y a des millions de personnes qui crévent de faim, et pourtant, ce gouvernement mobilise toutes ses ressources pour la guerre et s'offre le luxe d'acheter des bombes et d'infliger des blessures mortelles à la population civile. C'est le fascisme à son meilleur.»

Dr Tekeste est l'un des 40 médecins qui ont rejoint le FPLP au cours des quinze dernières années. Depuis les combats de mars et l'imposition de l'état d'urgence, il est débordé: l'hôpital souterrain d'Orota, la base arrière du FPLP, héberge présentement 300 civils, tous blessés par la guerre. À la tombée du jour, les génératrices se mettent en marche (impossible de les faire fonctionner le jour: les Migs pourraient en repérer la fumée et les bombardier). Ce soir, Dr Tekeste effectuera cinq opérations chirurgicales. L'une d'elles: Nurai, un enfant de 8 ans dont il faut réamputer la jambe gauche. Nurai gardait le troupeau de chèvres quand il a marché sur une mine, aux environs de la ville de Barentu. Il a perdu sa jambe et ses deux yeux. «Il ne pourra plus voir la lumière du jour», explique, impuissant, Dr Tekeste. «Quand les Éthiopiens se sont retirés des villes comme Barentu, Tessenai, Agordat, pour aller renforcer le front de Keren, ils ont enfouï des mines dans les champs tout autour. Nous envoyons des équipes spéciales pour déminer les champs. Mais parfois nous arrivons trop

tard. Et comme, chez les nomades, ce sont les enfants qui font paître les chèvres, ce sont eux les premières victimes.»

L'opération durera une heure. Nurai s'en tirera sans gangrène, mais avec une malaria. Sous la tente où il récupère, une femme est allongée, un bébé de cinq mois à ses côtés. Toute la partie gauche de son corps n'est plus qu'une longue plaie lente à guérir. «Celle-ci vient de la région d'Agra. Elle a été brûlée au troisième degré par le napalm, lors d'un bombardement aérien», explique Dr Tekeste. «Depuis l'intervention soviétique, les Éthiopiens ont accumulé une quantité incroyable d'armes, et parmi les plus sophistiquées: des bombes à fragmentation, des mines antipersonnelles, du napalm. Le régime éthiopien ne fait plus de différence entre combattants et civils. Il considère le peuple érythréen dans son ensemble comme son ennemi. En fait, la déclaration de l'état d'urgence est une déclaration de guerre contre la population civile.»

## Nourriture rationnée

Six heures du soir, dans une des nombreuses vallées autour de Nacfa, à une soixantaine de kilomètres du front de guerre. L'activité est fébrile: le représentant de l'ERA consulte sa liste et appelle chacun à tour de rôle. Cinq cents personnes, récemment enfuis des zones sous contrôle du gouvernement éthiopien, reçoivent une ration mensuelle de lait en poudre, don de la Communauté économique européenne. Il faut faire vite. Si les Migs finissent leur ronde à la tombée du jour, les avions de

chasse Antonov, eux, volent parfois de nuit. S'ils repèrent des feux de camp, ou des lumières, ils bombardent.

«La guerre ralentit énormément nos activités», explique Paulos Giorgis. «On ne peut faire entrer l'aide d'urgence en Érythrie, ni la distribuer à la population pendant le jour, à cause des bombardements. Toutes les opérations doivent s'effectuer pendant la nuit. Nous sommes devenus un peuple de noctambules.»

L'ERA a installé 25 centres de distribution semblables à celui-ci dans la zone libérée de l'Érythrie, environ le tiers du territoire de la province. L'aide d'urgence fournie par la communauté internationale arrive d'abord à Port Sudan, au Soudan, d'où elle est acheminée de nuit par convois de camions jusqu'aux différents points de distribution à l'intérieur de la zone. ERA a ainsi pu assister près d'un million de personnes touchées par la famine et la guerre depuis le début de l'année. Mais les difficultés demeurent énormes. «Comme il n'y a pas eu de pluies en juin et juillet 1987, la production agricole a été très faible. Pour nourrir le million de personnes touchées par la sécheresse, nous avons besoin de 200 000 tonnes de nourriture, et nous en avons reçu moins que la moitié.»

L'arrivée massive de civils qui fuient les zones gouvernementales pour venir se réfugier dans la zone libérée ajoute au fardeau déjà lourd de ERA. Plusieurs, comme cette survivante du massacre de Sheeb, ont abandonné leur village rapidement, en laissant tout derrière eux. Certains

ont marché pendant des jours sans rien à se mettre sous la dent: les enfants souffrent de déshydratation, parfois de sous-alimentation chronique, comme ce bébé de deux mois hospitalisé au centre de santé de Zara: sa mère souffrait d'anémie chronique et n'avait pu allaiter. Squelettique, à un stade avancé de dénutrition, l'enfant ne pouvait plus absorber d'aliments et était condamné à plus ou moins court terme à mourir. «Du côté éthiopien, il n'y avait pas de distribution de nourriture, pas un sac de blé ou de sorgho», affirme la grand-mère de l'enfant. «Et il n'y avait aucune possibilité de l'amener à une clinique ou à un centre de santé.»

## Repartir à zéro

«Ces gens n'ont pas seulement besoin de nourriture», explique Paulos Giorgis. «Ils repartent à zéro. Alors, il faut les loger, leur fournir des tentes, des nattes, des couvertures, de la vaisselle. Il faut pouvoir les soigner, leur donner les médicaments et les suppléments nutritifs dont ils ont besoin.»

Une tâche énorme, compte tenu du fait que le nombre de déplacés risque encore d'augmenter au cours des prochains mois, non seulement en Érythrie mais aussi dans la province voisine du Tigray, où la population civile est aussi victime d'attaques aériennes de la part de l'armée éthiopienne. Le 22 juin, 600 personnes étaient tuées lors d'un raid aérien sur la ville de Hawzen, à 60 kilomètres de Makele. C'était jour de marché, ce qui signifie toujours une concentration importante de civils: une cible «visible» pour les Migs...

Si, malgré les difficultés, ERA parvient à rendre accessible l'aide d'urgence à ceux qui en ont le plus besoin dans la zone libérée, elle ne peut cependant acheminer de vivres dans les zones sous contrôle du gouvernement éthiopien. Certains marchent deux ou trois jours pour venir chercher de la nourriture dans la zone libérée», ajoute Paulos Giorgis. «Mais ce n'est pas la solution idéale. Il faudrait arriver à un cessez-le-feu et garantir aux organisations de secours le droit de distribuer l'aide d'urgence là où habitent les gens, dans leurs villages mêmes. Jusqu'à maintenant, le gouvernement éthiopien a toujours refusé une telle proposition.»

Présentement, seuls quatre représentants des Nations unies ainsi que les organisations liées au gouvernement éthiopien, telles la Croix-Rouge éthiopienne, se sont vu permettre l'accès au nord de l'Éthiopie. Comme les médias internationaux n'ont toujours pas été autorisés à se rendre sur les lieux, il demeure extrêmement difficile d'évaluer s'il y a ou non distribution de vivres dans les zones sous le contrôle du gouvernement éthiopien.

(1) En mars dernier, le FPLP infligeait une défaite cuisante aux troupes éthiopiennes, détruisant trois des divisions les mieux entraînées et équipées de cette armée, et capturant plus de 6000 prisonniers de guerre éthiopiens ainsi que 5 conseillers militaires soviétiques.

L'auteur est une journaliste pigiste de Montréal.

# L'improbable paix salvadorienne



GILLES TOUPIN

Les années Duarte tirent à leur fin au Salvador. Mais le petit pays d'Amérique centrale, déchiré et ruiné par neuf ans de guerre civile, n'a pas encore trouvé le chemin de la paix.

Les élections présidentielles de mars prochain ne semblent pas devoir offrir de perspectives de pacification intérieure. Obligé par la constitution de se retirer au terme de son mandat, le président Jose Napoleon Duarte, miné par un cancer de l'estomac et du foie, n'a plus que quelques mois à vivre.

Il laisse derrière lui une Démocratie chrétienne (DC) affaiblie par les scandales et les luttes intestines, un peuple de plus en plus écrasé par le poids de la misère et souvent victime d'une recrudescence sauvage de la violence politique, qu'elle soit de gauche ou de droite. Encore aujourd'hui, les bouleversantes images du film *El Salvador*, du réalisateur américain Oliver Stone, sont le lot quotidien de ce petit pays de 4,8 millions d'habitants. Sans compter que le fameux processus de paix régional, mis de l'avant par le président costaricien Oscar Arias, est dans l'impasse, les chefs d'État des cinq

pays participants (Salvador, Nicaragua, Honduras, Costa Rica et Guatemala) ayant encore reporté, voici quelques jours, aux 8 et 9 février le sommet de la relance prévu à l'origine en août 1988.

## Une « première »

Seule bonne note dans l'effort de démocratisation entrepris par M. Duarte, la tenue d'élections démocratiques législatives et municipales le 25 mars 1988. Il s'agissait là d'une « première » puisque le pouvoir en place par le passé remportait toujours les élections qu'il organisait. Ce ne fut pas le cas cette fois. Le parti d'opposition d'extrême-droite, l'ARENA (Alliance républicaine et nationaliste), a non seulement rafflé trente et un sièges contre vingt-deux pour la Démocratie chrétienne, mais il a aussi remporté environ deux cent cinquante communes sur quelque trois cents municipalités que compte le pays. Un résultat qui complique un peu plus une situation déjà difficile.

Les stratèges de la guérilla marxiste du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) ne voyaient guère d'un bon oeil les réformes politiques et démocratiques annoncées par le président Duarte; ils craignaient que ces réformes n'attirent ses partisans du côté de la modération. Bien que le processus électoral fut et demeure l'une des cibles de leur action, la guérilla a su tirer profit de la percée électorale de l'ARENA, plus conservatrice et moins portée sur les program-

mes sociaux. Cette percée a pour ainsi dire légitimisé davantage le recours à la lutte armée. Les affrontements ont ainsi repris de plus belle ces derniers temps, le FMLN frappant régulièrement dans les campagnes et allant même jusqu'à San Salvador, la capitale, pour couper les réseaux électriques, s'attaquer aux postes de police et de l'armée et faire sauter les restaurants des beaux quartiers.

## Huit maires assassinés, 40 ont démissionné

Autre conséquence des élections municipales de l'année dernière: l'assassinat des maires. Plus du tiers des municipalités du pays n'ont plus de maire. Depuis le mois de mai, huit maires ont été assassinés par le FMLN, la plupart d'entre eux associés à l'ARENA. Cette campagne de terreur en a poussé une quarantaine d'autres à démissionner. Du coup, les Escadrons de la mort de l'extrême-droite ont accru leurs activités. Trois de ces brigades ont annoncé que pour chaque maire assassiné, un militant de gauche sera abattu. Résultat: les victimes des Escadrons de la mort ont été deux fois plus nombreuses en 1988 qu'en 1987.

Dans ce contexte de polarisation des forces politiques, la perspective des élections présidentielles de mars prochain ne laisse guère entrevoir de solution à la crise.

Le candidat élu à la tête de la Démocratie chrétienne, M. Fidel Chavez Mena, au terme d'une lutte fratricide contre M. Rey Prendes, est aux prises avec, d'une part, le mince héritage de Jose Napoleon Duarte et, d'autre part, des partisans on ne peut plus déçus. En revanche, l'ARENA, dirigée par son nouveau chef Alfredo Cristiani, un homme d'affaires que l'on dit « présentable », a le vent dans les voiles et semble en bonne posture pour venger sa défaite de 1984. Les sondages donnent en effet le parti de droite en avance sur la DC.

Quant à la gauche, elle est dans la course électorale — ce qui constitue le plus important revirement politique au Salvador en 1988 — avec la Convergence démocratique qui rassemble trois partis de gauche dont le Front démocratique révolutionnaire (FDR), l'aile politique du FMLN. La Convergence démocratique, bonne troisième dans les sondages, est dirigée par le Dr Guillermo Ungo, rentré courageusement d'exil avec son ami Ruben Zamora, du FDR. Les deux hommes sont évidemment en tête de la liste noire des Escadrons de la mort.

Cette participation de la gauche aux élections présidentielles ne signifie pas la fin de la guerre civile. Le FMLN, même si son chef Joaquin Villalobos a déclaré en juillet dernier qu'il ne s'oppo-



Le Salvador, déchiré et ruiné par neuf ans de guerre civile, n'a pas encore trouvé le chemin de la paix.

sait pas à la participation de la Convergence démocratique aux élections, demande aux Salvadoriens de s'abstenir de voter en mars prochain. « Les élections ne sont pas une formule de solution aux problèmes du Salvador », a déclaré à *La Presse* M. Franklin Balmore, le représentant du FMLN au Québec. « Elles servent tout simplement à légitimer le processus contre-insurrectionnel entrepris par la droite ». Le FMLN s'est ainsi engagé à poursuivre sa guerre de guérilla tout en restant ouvert à une politique parallèle de négociations dans le cadre du plan de paix Esquipulas II. Une chose demeure certaine, le FMLN n'acceptera jamais un règlement du conflit élaboré sans sa participation.

## Les États-Unis

La victoire probable de l'ARENA en mars n'est pas aussi sans être un sujet d'embarras pour les États-Unis. Souvent associé aux Escadrons de la mort, son ex-chef, le major Roberto D'Aubuisson, tire encore les ficelles derrière le nouveau venu Cristiani. Non seulement le Congrès américain, à majorité démocrate, sera-t-il réticent à venir en aide à une formation qui n'a pas encore fait ses preuves dans le sens d'une véritable démocratisation, il aura aussi bien du mal à s'engager derrière un gouvernement dont l'existence même exacerbera les ardeurs de la guérilla (l'aide américaine au Salvador cette année totalisera 501 millions, soit le huitième des revenus du pays).

L'administration américaine a déjà donné le coup d'envoi à sa campagne pour se concilier les

membres du Capitole, lorsque M. James Baker, trois jours avant de devenir le nouveau secrétaire d'État de l'administration Bush, déclarait devant la commission sénatoriale des affaires étrangères que les États-Unis allaient redéfinir leur politique en Amérique centrale et qu'ils n'accepteraient désormais aucune violation des droits de la personne, de quelque côté qu'elle provienne. Le message était lancé et il ne visait pas uniquement les sandinistes nicaraguayens; il s'adressait aussi sans aucun doute à l'ARENA salvadorienne.

Bref, si le plan de paix Esquipulas II continue de piétiner, si les États-Unis ne changent pas leur type d'engagement dans ce qu'ils considèrent toujours comme leur « arrière-cour », le Salvador, pays plus densément peuplé que l'Inde et affligé d'un chômage chronique, s'enfoncera davantage dans l'horreur et la pauvreté. Pour les Salvadoriens en général qui avaient cru, avec l'avènement de Duarte, à une véritable démocratisation et à une justice sociale, il y a bien peu dans ce qui s'annonce qui soit susceptible de raviver leurs espoirs.



L'ARENA, dirigée par son nouveau chef Alfredo Cristiani, à gauche, a le vent dans les voiles et semble en bonne posture pour venger sa défaite de 1984. À droite, l'ancien chef du parti, Roberto D'Aubuisson.



Obligé par la constitution de se retirer au terme de son mandat, le président Jose Napoleon Duarte, malade, n'a plus que quelques mois à vivre.

# La déforestation en Asie du Sud-Est est catastrophique

JEAN-POL WAUTHY  
collaboration spéciale  
MANILLE

La forêt tropicale se meurt. En Asie comme ailleurs. Les chiffres parlent d'eux-mêmes: au rythme actuel, chaque année voit la disparition ou la destruction de 200 000 km<sup>2</sup> de celle-ci sur notre planète.

L'Asie du Sud-Est est à la tête des nations touchées par le phénomène. Des 2,50 millions de km<sup>2</sup> de forêt vierge dans la région en 1900, il en reste aujourd'hui 600 000. Aux Philippines, les membres de l'Association de protection de l'environnement mettent en garde depuis longtemps les pouvoirs publics contre la déforestation et ses conséquences désastreuses.

Elle sont nombreuses. Les arbres abattus entraînent, par exemple, une hausse de la teneur de l'atmosphère en bioxyde de carbone et cela provoquera, à terme, de profonds bouleversements climatiques: le CO<sub>2</sub> empêche la diffusion des rayons infrarouges émis par le sol après absorption du rayonnement solaire.

On assiste aussi à la disparition de milliers d'espèces animales et végétales, et les produits naturels, servant à la composition d'un grand nombre de médicaments, deviennent introuvables. Enfin, le déboisement intensif est responsable de la dégradation du sol, ne permettant plus la retenue des eaux de ruissellement.

## Le cas thaïlandais

En Thaïlande, au moment des catastrophiques inondations de novembre 1988 (350 morts, des dizaines de villages sinistrés), le premier ministre s'exclama: « La déforestation est à l'origine de ce drame ». Par la suite, le gouvernement de Bangkok annonçait la suspension des concessions forestières dans le sud du pays. Ce qui déçut pas mal de gens, partisans d'une sanction nationale visant

les 301 concessions répertoriées sur l'ensemble du territoire. Redoublant leurs efforts, ils obtinrent cependant gain de cause le 10 janvier dernier.

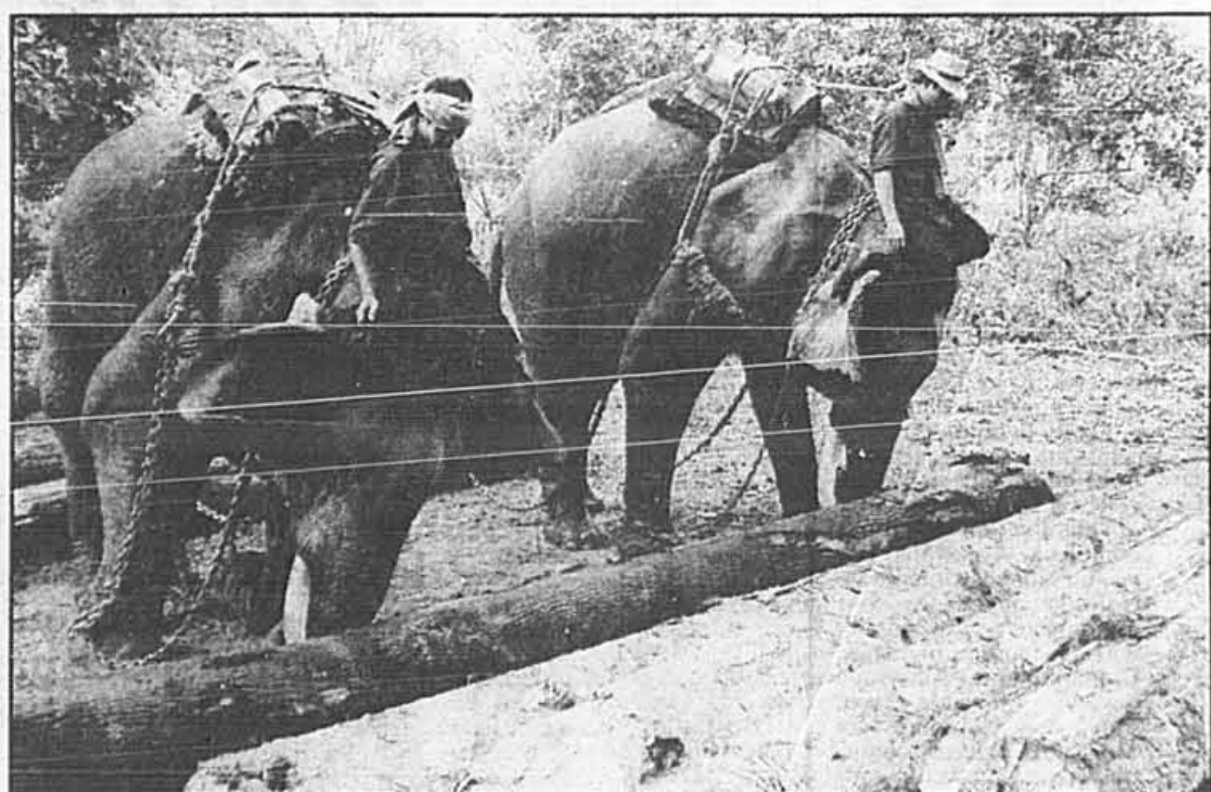
Malgré les pressions exercées par trois ministres, administrateurs de sociétés impliquées dans le commerce du bois, le cabinet thaï interdisait toute exploitation commerciale de la forêt dans le pays. Une décision historique, dont pourrait s'inspirer une présidente des Philippines attentive au problème.

Selon le ministère des Ressources naturelles de Manille, « trois facteurs contribuent à la déforestation: le rôle pervers joué par la classe politique, le non-respect de la loi et les conditions socio-économiques ». L'île de Palawan en est une des meilleures illustrations. Située à l'ouest de l'archipel philippin, l'île connue pour la richesse de sa faune (on y recense près de 600 variétés de papillons sans oublier le héron pourpre et les colombes sauvages) et de sa flore (avec différentes espèces d'orchidées) a été, jusqu'à il y a vingt ans, épargnée par les tronçonneuses et les bulldozers.

En 1968, 92 p. cent de la superficie totale était couverte par la forêt vierge. Le déboisement a commencé, à partir de 1979, au rythme de 19 000 hectares par année. Si rien ne change, en l'an 2000, 60 p. cent de la forêt aura disparu à Palawan. Dans le reste des Philippines, elle n'existera plus. À Palawan, deux hommes n'échappent pas aux critiques des défenseurs de la nature. Le premier s'appelle Jose « Pepito » Alvarez. Il est le produit d'un système qui encourage la répartition inéquitable des ressources naturelles.

## Patronage sous Marcos

Sous le régime Marcos, il fut un des 150 bénéficiaires d'une concession, forme de patronage qui rapportait aussi gros à l'ex-président et à son entourage. Après avoir déboursé une somme déri-



Le 10 janvier dernier, le cabinet thaï interdisait toute exploitation commerciale de la forêt dans le pays. Une décision historique.

soire et sans être soumis à des contrôles stricts, Alvarez « règne » désormais sur un quart de la forêt de l'île. Une étude récente de la Banque asiatique de développement évalue le profit net à 4 673 dollars américains par hectare dégarni.

Devant cette situation, le nouveau régime a adopté une position ferme: « Plus question de favoriser quelques-uns ». L'administration Aquino se retrouve sur la même longueur d'ondes que les mouvements écologistes. Dorénavant, il s'agit de promouvoir la gestion de la forêt par les communautés locales. Mais il y a les déclarations d'intention et... la réalité.

Ramon Mitra, allié fidèle de Mme Aquino, est également député de Palawan et président de

la Chambre des représentants. Il mena la campagne des élections législatives de mai 1987 en utilisant l'hélicoptère privé de... Jose Alvarez. Le même appareil qui emporta vers la victoire, dans le passé, Teodoro Pena, adversaire de Mitra et ministre des Ressources naturelles sous Ferdinand Marcos. Le vent avait changé de direction et Alvarez retourna sa veste à temps.

## Un système bien ancré

Au nord de l'île de Luzon, militaires et guérilleros communistes se livrent une guerre sans merci, tout en tirant avantage à leur manière du massacre de la forêt. Selon le colonel Lisandro Abadia, la rébellion récolte chaque année plusieurs dizaines de millions de pesos en imposant aux concessionnaires une taxe en fonction

de l'importance de leur production.

En cas de refus, le matériel de la compagnie est saisi ou incendié et les menaces de liquidation se font plus pressantes. L'armée, de son côté, assure la protection de certaines concessions. Pour un officier, les services ainsi rendus facilitent la constitution d'une fortune personnelle. Les sans-grade, quant à eux, rançonnent sur les routes les poids lourds descendant vers les scieries de la région de Manille.

Déjà les populations locales subissent les effets pervers d'une déforestation rapide et incontrôlée. Rien n'aura, par exemple, été épargné durant cette décennie aux habitants de la bourgade de San Fernando, dans l'île de Mindanao.

« Hier, nous vivions dans un petit paradis. Aujourd'hui nous résidons dans ce qui ressemble à un terrain vague », se lamente Pedro Garupe, un paysan découragé. Et de citer l'érosion continue du sol, les glissements de terrain, l'inquiétante baisse du niveau des rivières et la disparition des poissons, sans parler de la montée soudaine des eaux ravagant les champs de maïs. Désormais, Pedro et ses compagnons achètent de l'engrais mais la productivité continue de chuter.

## Effet d'entraînement

« En fait, 10 à 20 p. cent seulement des arbres de Palawan disparaissent suite au passage des sociétés forestières », souligne un rapport rédigé par des experts allemands. Un constat qui s'applique aux autres régions de l'archipel. Les paysans sans terre suivent la voie et les routes tracées dans la jungle par les concessionnaires. Pauvres parmi les pauvres, ils brûlent des parcelles de forêt, cultivent pendant une ou deux saisons du riz ou du maïs avant de renouveler un peu plus loin le même processus.

Le sol, trop vite épuisé, devient impropre à la culture. Un cycle sans fin. Leurs pratiques portent le coup de grâce à la forêt tropicale. Les conditions socio-économiques en sont sans doute la cause première. Et sans l'action préalable des concessionnaires, ils n'occasionneraient pas autant de dommages.

La majorité des gouvernements d'Asie du Sud-Est répètent que l'industrie du bois fait vivre des millions de personnes et ne peut disparaître.

C'est incontestable. Mais pour combien de temps encore? Déjà, la Thaïlande, autrefois exportatrice, est devenue au milieu des années 80 importatrice de bois. Un sort auquel les Philippines ne pourront, à bref délai, échapper.

JEAN-POL WAUTHY est un journaliste pigiste qui travaille à Manille.



La tête dirigeante de la tristement célèbre société secrète Ku Klux Klan de Georgie porte le titre de Grand Dragon. C'est David Craig (à gauche sur notre photo). «Nous luttons pour que la prière revienne à l'école. Nous luttons pour que les drogues sortent des écoles. Nous luttons pour la justice. Nous luttons enfin pour que cessent les mélanges raciaux.»

## Il n'est pas question de parler de Martin Luther King au Ku Klux Klan

ALAIN STANKE  
collaboration spéciale

La tête dirigeante de la tristement célèbre société secrète Ku Klux Klan de Georgie porte le titre de Grand Dragon. C'est David Craig. Il a une sainte horreur des journalistes et refuse les entrevues.

Je l'ai rencontré, dans la banlieue d'Atlanta, en compagnie d'une poignée de jeunes recrues (des puritains, xenophobes et ultra-nationalistes comme il se doit) lors d'une campagne de souscription pour... «les bonnes oeuvres» (!) du KKK.

Après avoir montré patte blanche à cet homme de noir vetu, j'ai réussi à lui poser quelques questions sur lui-même et sur la plus ancienne et la plus ambitieuse des organisations racistes des Etats Unis.

AS: Pourquoi refusez-vous de parler aux journalistes?

KKK: Les journaux américains parlent toujours de nous négativement. Ils ne parlent jamais de nos belles activités.

AS: Lesquelles?

KKK: Tenez, en ce moment nous recueillons des fonds pour aider les gens sans le sou, les gens qui n'ont rien à manger. Il y en a beaucoup! Les journaux ne parlent pas de ce que nous faisons de bien, ils ne font que gonfler des choses qu'ils inventent sur nous pour vendre plus de copies...

AS: Qu'est-ce que vous aimez le mieux qu'on dise sur vous?

KKK: Que nous sommes une organisation opposée à la violence et bien que nous soyons une organisation secrète, nos objectifs sont connus de tous.

AS: Quels sont-ils?

KKK: Nous luttons pour que la prière revienne à l'école. Nous luttons pour que les drogues sortent des écoles. Nous luttons pour la justice, pour que l'on donne le meilleur poste au meilleur travailleur sans se soucier de la couleur de sa peau ou de quelconques quotas ou critères politiques. Nous luttons enfin pour que cessent les mélanges raciaux. Dieu a dit dans la Bible que chacun devait se tenir avec son clan et ne pas se mélanger. Les Blancs avec les Blancs et les Noirs avec les Noirs. Chacun chez soi, avec les siens.

AS: Avez-vous déjà été arrêté personnellement?

KKK: Jamais! Je suis respectueux des lois. D'ailleurs la police le sait. La police coopère avec nous.

AS: Pourquoi brûlez-vous des croix?

KKK: Nous ne brûlons jamais de croix. Nous les embrasons! C'est un symbole.

AS: Et les cagoules?

KKK: Le KKK est une organisation secrète. Ça aussi c'est symbolique. Vous voyez que je n'en porte pas là...

AS: Pourquoi êtes-vous tant critiqués?

KKK: Des gens qui ne nous connaissent pas. Des gens qui restent accrochés à certaines actions qui ont pu se passer il y a cent ans avec les Klansmen. Il faut com-

prendre que c'était à l'époque de la Guerre civile. Les Blancs étaient assassinés par des Noirs. Les Noirs violaient nos femmes. On ne pouvait pas faire autrement que se unir pour mieux défendre nos droits.

AS: Combien de membres avez-vous au Ku Klux Klan?

KKK: C'est secret. On ne le dit pas.

AS: Pourquoi?

KKK: Ça ne regarde personne. Nous sommes une organisation secrète.

AS: Il n'y a pas de Noirs au Ku Klux Klan.

KKK: Il n'y a pas de Blancs dans les organisations noires. Chacun chez soi. On ne mélange pas les races.

AS: Peut-on parler de Martin Luther King?

KKK: Pas de temps à perdre!

Avant de prendre congé de ce champion de la Bible et Grand Dragon... «de la paix», je lui ai quand même demandé pourquoi il n'aimait pas les Noirs, lui qui devrait défendre le précepte biblique: «Tu aimeras ton prochain comme toi-même.»

KKK: Je n'ai aucun problème à aimer mes semblables, mes frères... blancs. J'aime aussi les Noirs, mais les bons. Les Noirs, je les aime chez eux. Souvenez-vous que je suis chrétien. Donc, je ne hais personne. J'ai de bonnes raisons de ne pas aimer les Noirs qui ne respectent aucune loi. Il y a trois ans j'ai personnellement été victime d'un attentat commis par trois Noirs. De vrais sauvages. Il y a quelques années une amie de ma soeur a été tuée par des nègres. Pourtant, jusqu'à maintenant aucun d'entre eux n'a été importuné par la justice. Je trouve pourtant qu'on doit punir de la peine de mort celui qui a causé la mort. Dent pour dent, oeil pour oeil! Ce sont toujours eux qui commettent les crimes crapuleux. Avez-vous déjà vu un Blanc violer une Noire? Jamais! Ce sont toujours les nègres qui violent nos femmes blanches. Et maintenant l'Amérique devient invivable avec tous ces Haïtiens, ces Mexicains et ces Cubains qui nous arrivent sans arrêt. Et savez-vous qui dirige l'Amérique aujourd'hui? Ce sont ces «niger lovers»: les Juifs! Voyez pourtant ce qu'ils font eux-mêmes, en Israël, avec ces pauvres Palestiniens. Nous avons un grand pays, mais il est malade. La tâche des KKK est justement de le remettre sur le droit chemin. Il faut suivre la Bible: lutter contre les mélanges raciaux. Nous devons lutter d'arrache-pied car, en Amérique, les Blancs sont en passe de devenir des citoyens de deuxième classe. Je suis d'accord à cent pour cent avec l'Afrique du Sud: le pouvoir revient à la majorité. Et ici, la majorité est blanche! Je réclame le Pouvoir blanc. C'est mon droit.

AS: Accepteriez-vous d'avoir un voisin de couleur noire?

KKK: Pas d'objection s'il est civilisé et respectueux des lois. Mais pas si c'est un de ces Noirs qui n'écoute que la loi de la jungle.

AS: Peut-on parler de Martin Luther King?

KKK: Pas de temps à perdre!

Et sur ce, il lève le bras droit (à la manière de qui on sait) et crie triomphalement: «White Power!» (Pouvoir Blanc!)

J'ai quitté le Grand Dragon sur son salut en me disant qu'il a sûrement dû sauter une page dans ses lectures pieuses. Celle où il est dit: «Aimez-vous les uns les autres!»

# Opération Excellence

La Presse

L'équipe des porteurs de *La Presse* constitue le lien direct avec nos abonnés. Pour nous, les porteurs sont donc des partenaires de premier ordre et nous tenons à souligner leurs efforts constants pour améliorer le service aux abonnés. Chaque semaine, nous vous présenterons donc 5 porteurs dont le travail inlassable mérite une mention particulière.



Alain Lemire  
LaSalle

Frédéric Doucet  
Sainte-Rose

Stéphane Elek  
Saint-Lambert

Isabelle Saint-Laurent  
Deux-Montagnes

Céline Leblanc  
Belœil

Les jeunes choisis comme porteurs d'élite de la semaine recevront un bon d'achat d'une valeur de 50 \$; de quoi s'offrir le petit cadeau bien mérité dont ils ont envie depuis longtemps.



Ne manquez pas, du lundi au vendredi à 7 h 59, la mention du porteur du jour *La Presse*, à

CKAC 73  
LA SUPER STATION DE MONTRÉAL

# DEUX pour un

Achetez une paire de lunettes ou de lentilles de contact chez K. Michel & Associés et recevez gratuitement une deuxième paire que vous choisirez parmi notre assortiment spécial de montures et de lentilles.

Vous n'en voulez qu'une paire? Épargnez 25 % sur tout notre assortiment à prix courant!

La prime comprend une paire de lunettes avec lentilles blanches en plastique, à foyer simple ou à foyer double à segment rectiligne, ou des lentilles de contact (prescription de plano à +4,00 sphérique, à -2,00 cylindre, à +2,50 addition). Vous payez la paire la plus chère. Cette offre se termine le 1<sup>er</sup> février 1989 et ne peut être jumelée à aucune autre offre.

## K. MICHEL & ASSOCIÉS OPTICIENS



À La Baie, centre-ville, 585, rue Sainte-Catherine ouest, 281-4422  
Versailles, 7275, rue Sherbrooke est, 354-8470 • Rockland, 2435, av. Rockland, 739-5521  
Dorval, 386, av. Dorval, 631-6741 • Saint-Bruno, 700, boul. Les Proménades, 653-4455  
Brossard, 2150, boul. Lapinière 466-3220 • Place Vertu, 3275 Côte Vertu, St.-Laurent, 332-4550

